



VERS UNE ÉCONOMIE HUMAINE. Pensées critiques d'hier pour aujourd'hui :
DESROCHE, LEBRET, LEFEBVRE, MOUNIER, PERROUX.

21 et 22 juin 2012
 IMEC - Abbaye d'Ardenne
 14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe - Caen







RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

JEUDI 21 JUIN 2012

10H30, PRESOIR : DIFFÉRENCES ET CONVERGENCES	P. 2
13H15, PRESOIR : GÉNÉALOGIE DES IDÉES : SOCIALISME ?	P. 3
13H15, BOULANGERIE : AIRES D'INFLUENCE POLITIQUE : LE BRÉSIL	P. 6
15H15, PRESOIR : GÉNÉALOGIE DES IDÉES : CHRISTIANISME ?	P. 8
15H15, BOULANGERIE : AIRES D'INFLUENCE POLITIQUE : L'EUROPE	P. 10
(16H45 : LES ARCHIVES DES SCIENCES SOCIALES A L'IMEC)	

VENDREDI 22 JUIN 2012

9H, PRESOIR : DES CONCEPTS POUR AUJOURD'HUI ? SESSION 1	P. 13
9H, BOULANGERIE : LES MODES D'ACTION INDIVIDUELS ET COLLECTIFS. SESSION 1	P. 17
11H, PRESOIR : DES CONCEPTS POUR AUJOURD'HUI ? SESSION 2	P. 21
11H, BOULANGERIE : LES MODES D'ACTION INDIVIDUELS ET COLLECTIFS. SESSION 1	P. 24
(14H, PRESOIR : RAPPORTS : QU'AVONS-NOUS APPRIS ?)	
15H, PRESOIR : DISCUSSION GÉNÉRALE. QUEL PROGRAMME VOULONS-NOUS NOUS DONNER ?	P. 28

JEUDI 21/6/12, 10H30, PRESOIR :

DIFFÉRENCES ET CONVERGENCES

PUEL, Hughes / Économie et Humanisme : « Cinq anthropologies économiques »

Henri Lefebvre : l'homme de la vie quotidienne assumée et critiquée - Henri Desroches : l'homme de l'utopie coopérative - François Perroux ; l'homme entre contrainte, échange et don - Louis-Joseph Lebreton : l'homme aux prises avec le développement de son humanité - Emmanuel Mounier : l'homme de la civilisation personnaliste

Ensemble contre l'*homo oeconomicus* et pour l'inscription dans l'*historicité*

Anthropologie est ici entendue au sens de philosophie de l'homme et non d'ethnologie. Les études ethnologiques constituent des apports significatifs à une anthropologie philosophique, mais ne s'y identifient pas. L'anthropologie économique qui domine la prétendue science économique se ramène à la considération d'un individu caractérisé par la vision étroite, réduite à une rationalité guidée par l'intérêt immédiat, avec absence de tout lien social, et de toute temporalité l'inscrivant dans une l'histoire. Tel est l'*homo oeconomicus*. Tous les auteurs considérés ici refusent cette construction qui, si elle ouvre le champ au calcul marginaliste et à la mathématique des dérivées et des intégrales, détourne le savoir sur l'économie de sa véritable nature qui est celui d'une science historique, et non d'une logique abstraite ou d'une ingénierie appliquant au monde des affaires financières le calcul des probabilités. L'anthropologie économique au sens défini ici repose sur des considérations plus complexes. Elle ne se réfère pas à une économie limitée au marché, ni à une à loi de l'offre et de la demande, même prenant en compte les décalages temporels des opérations économiques. Elle considère les pratiques économiques dans leur diversité et incarnées dans des situations vécues à travers le temps¹. Les cinq auteurs considérés ici en portent un regard critique avec des variantes qui éclairent notre présent.

Si l'on prétend construire une anthropologie économique pour aujourd'hui, on ne pourra pas ignorer les voies explorées par nos cinq auteurs. La piste de la vie quotidienne inscrit le politique à proximité du vécu. L'utopie inspire l'action à long terme à travers des expériences inattendues et inédites et fait surgir des entreprises improbables. Le centrage sur le territoire fournit l'élément de base du développement harmonisé et d'une vraie solidarité internationale. Les pôles de développement désignent des lieux choisis de volontarisme et d'action. Le rapport à l'autre et au tout Autre du personnalisme chrétien est façonné par une spiritualité incarnée où l'économie du don prend place à côté d'une économie marchande régulée par le politique.

LE GOFF, Jacques / Association des Amis d'Emmanuel Mounier – Université de Brest : « La pensée du droit et de l'économie chez Mounier. »

Si la place de l'économie dans la pensée de Mounier a déjà fait l'objet de nombreuses études, en revanche sa réflexion sur le droit reste aujourd'hui encore un point aveugle.

La raison en est que Mounier ne s'est guère intéressé à cet objet en tant que tel. Bien qu'il soit très proudhonien, le droit lui inspire une réserve hostile. Il l'assimile en effet très largement au droit individualiste de la Déclaration de 1789 avec la disqualification qui s'ensuit. Néanmoins, une lecture attentive de son œuvre permet de mettre au jour les prolégomènes ou pierres d'attente d'une véritable réflexion juridique.

L'objet de la contribution sera de souligner le puissant parallélisme des approches de l'économie et du droit en termes statutaires à travers la prise au sérieux de la question des médiations.

COLIN, Roland / Centre Lebreton-IRFED : « Un chantier fécond de l'Économie Humaine en Afrique : la rencontre de Lebreton, Desroches et Perroux au Sénégal avec Mamadou Dia (1958-1966). »

Le système colonial français, à la fin des années 50 du siècle dernier, entrait dans une transition libératrice. La « Loi-cadre » de 1956 concédait aux Territoires coloniaux une autonomie interne qui s'accroîtra jusqu'à mener à l'indépendance en 1960. Dans cette conjoncture, se posait le problème du choix d'un modèle d'économie et de société porteur de la jeune démocratie à édifier. Mamadou Dia, Chef

¹ L'explicitation dans H.PUEL, *Les paradoxes de l'économie*, Editions du Centurion, 1995, p.10-14

du premier gouvernement sénégalais, disciple de Perroux, confia au Père Leuret, Directeur général d'*Economie et Humanisme*, et qui venait de fonder l'IRFED, la mission de Conseiller pour le développement, à son Cabinet. Desroche fut bientôt appelé à la rescousse à partir du Collège coopératif, cependant que François Perroux ouvrait à Dakar un bureau de l'ISEA.

Les quatre années 1958-1962 virent ainsi l'élaboration du Premier Plan quadriennal de développement sénégalais, qui impliquait une transformation en profondeur des structures, visant le démantèlement de l'économie de traite liée à la quasi monoproduction arachidière, et l'instauration d'un régime d'économie sociale fondé sur des « coopératives de développement » gérées par les communautés villageoises. Cette révolution structurale s'accompagnait de la mise en place d'une éducation des acteurs économiques et sociaux porteuse d'un engagement dans la voie démocratique.

Ayant dirigé le Cabinet de Mamadou Dia pendant cette période, et chargé notamment des relations fonctionnelles à ce niveau avec Leuret, Desroche et Perroux, je me propose, dans ma communication, de dresser, pour l'essentiel, un tableau de cette stratégie de mise en œuvre de l'économie humaine dans cette expérience pionnière en Afrique, avec la description des choix méthodologiques qui l'accompagnaient, en montrant les avancées et les obstacles. Ce travail doit conduire à une réflexion conclusive sur les conditions de réalisation d'une démocratie participative mettant l'homme au centre du projet d'intérêt commun – avec quelques enseignements à en tirer pour le temps présent.

Références bibliographiques :

Colin, R. (2007), *Sénégal notre pirogue, au soleil de la liberté*, Editions Présence Africaine, Paris.

Développement et Civilisations, N° spécial, Sénégal An II par lui-même, IRFED, Paris, déc. 1962.

JEUDI 21/6/12, 13H15, PRESOIR :

GÉNÉALOGIE DES IDÉES : SOCIALISME ?

ALCOUFFE, Alain et PRADES, Jacques / Universités de Toulouse 1 et le Mirail « De la question de la nature à celle de l'économie sociale »

Le mouvement des personalistes, appelé aussi des non-conformistes, est né dans les années trente en France. Il semble que l'origine de cette pensée se trouve chez G. Stern, élève de Heidegger et Husserl, ami de Hans Jonas et mari d'Hannah Arendt (voir Gruca 2011). Il est composé de plusieurs branches dont la plus connue sera celle d'Emmanuel Mounier de la revue *Esprit*, de sensibilité sociale-chrétienne, et celle d'Ordre nouveau d'Alexandre Dandieu, de sensibilité proudhonienne (Loubet del Bayle 1995). On a là les deux origines intellectuelles de l'économie sociale : l'une chrétienne, souvent non violente, l'autre proudhonienne, fondée sur la lutte des classes, bien qu'il existe des passerelles entre ces deux traditions.

Mais il y aura une variante de cette deuxième branche, moins connue mais plus actuelle, qui mettra l'écologie humaine au centre de ses préoccupations. Christian Roy, historien spécialiste de ce mouvement, la nomme le « personalisme gascon ». On y trouve les deux figures de Jacques Ellul et Bernard Charbonneau.

Nous commencerons par évoquer les traits généraux des anticonformistes en faisant une large place à leur positionnement économique illustré par François Perroux (voir Alcouffe 2010), puis nous nous centrerons sur le personalisme gascon pour pointer des questions actuelles d'économie sociale. Desroche avait fait sienne la formule : « L'économie sociale est fille de la nécessité ». Mais n'est-elle que cela ? Au regard du monde aujourd'hui, on pourrait donner à la personne (et non l'individu), à sa volonté d'autonomie (et non d'hétéronomie), un souffle d'émancipation sociale.

Références du résumé

Alain Alcouffe (2009), " Furtado, le Brésil et les Économistes Français : Influences Croisées" (in *Celso Furtado e a Formação Economica do Brasil*, Granziera, Rui G. et Coelho, Francisco Da Silva éditeurs, Atlas Economia Nacional, Sao Paulo, pp. 34-46.

Ph. Gruca (2011). « De Gunher Anders à l'obsolescence de la décroissance » dans *Entropia* n° 10.

JL Loubet del Bayle (1995), "Bernard Charbonneau, le contexte personaliste des années trente et sa postérité" dans J. Prades (sous la direction), *B. Charbonneau, une vie entière à dénoncer la grande imposture*, Editions ERES, pp. 23-34

AMINTAS, Alain / CIAPHS EA n° 2241- ISMÉA : « *La généalogie de la théorie de la coopération chez Henri Desroche : l'emprise de Marx* » (titre provisoire).

La question de la généalogie de la coopération, et, plus largement, du mouvement de l'économie sociale et solidaire, demeure une question fortement idéologique : ce terme étant ici utilisé dans sa réception habituelle.

Deux origines concurrentes sont en effet désignées. Pour certains, le *mouvement coopératif* s'origine à la fois dans, ce que Jean-Louis Laville désigne comme l'*associationnisme ouvrier*, et dans les travaux des pionniers du *socialisme utopique* (Owen, Fourier, Proudhon) : il s'inscrit alors plus largement dans un courant cherchant pratiquement des solutions d'émancipation sociale face au Capital. Pour d'autres, c'est au sein du courant du *christianisme social* qu'il faut en tracer la genèse : de La tour du Pin à Charles Gide se déroule alors de projet d'échapper à la lutte de classes impliquée par l'organisation capitaliste des entreprises ; et, de faire émerger des formes d'activités permettant d'apaiser les conflits. Ce questionnement des origines fait écho aux débats contemporains sur la nature de l'économie sociale qui apparaît soit comme une perspective de dépassement du modèle économique contemporain, soit comme une forme de régulation et d'équilibrage (aux cotés de l'État) des activités de ce modèle économique.

Nous tenterons d'aborder cette question en nous appuyant sur une lecture ouverte de Marx, lecture qu'Henri Desroches, théoricien de la coopération, avait su conduire, à une époque où la guerre froide rendait difficile la réception d'une telle perspective.

Karl Marx, en tant qu'acteur de la première Internationale, a eu à prendre position sur cette question de la coopération en l'inscrivant, à la différence de Proudhon, dans l'analyse dialectique de la dynamique de la reproduction du rapport social qu'est le Capital. Nous pensons que c'est cette question de méthode, mise en avant par Marx, qui permet d'échapper, dans une analyse contemporaine du mouvement de l'économie sociale et solidaire, aux oppositions binaires ou aux catégorisations « essentialistes » (pour ne pas dire « idéalistes ») ; et de comprendre que le projet de l'économie sociale ne peut se saisir que dans le réseau de relations qui le relie au fonctionnement sociétal contemporain. Nous nous proposons donc d'emprunter cette voie de la méthode et de la critique dégagée par Karl Marx.

Dans un premier temps, nous tenterons de dégager un cadre conceptuel d'analyse du mouvement de l'ESS, à partir des débats menés dans le sillage des travaux de Marx (Bernstein, Adler) ; puis, dans un deuxième temps, nous nous interrogerons sur l'apport de cette lecture, dans la conceptualisation d'Henri Desroche. Pour conclure en évaluant la validité de ce cadre conceptuel, pour situer le mouvement d'économie sociale et solidaire dans nos sociétés mondialisées.

CLEMENT, Alain, IVALDI, Enrico & SOLIANI, Riccardo / UMR Triangle – Université de Tours et DIEM – Università degli Studi di Genova : « *The influence of Charles Gide's writings on Desroches works* »

Henri Desroche has been a great “cooperator”. Looking for “human” economy, where production is a way to enhance the social standard of living, he attained the principle of cooperation as an alternative to free market economy and socialist planning. This has been the final point and the synthesis of his cultural evolution, where Christianity and Marxism are melted. Charles Gide was one paramount reference of Desroche: the stern, terse scholar, descendant of a bourgeois, protestant family, inspired a great *connivence* in the catholic cooperator, born in a family of the working class, author of a (unpublished) *Dictionnaire des affectivités* and also of a *doctrinale* biography of Gide. Indeed a convergency can be singled out between Gide's “socialism associationist” and the sociology of economy and religions of Desroche (who was granted of graduation *honoris causa* in theology at Uppsala). Desroche goes from the *économie coopérative* to the *économie sociale* just thanks to the relation with Gide's reflections on the “institutions de progrès social”. Both of them hinge upon their strong moral conscience; from this, they put forward principles of radical reform of society. The good example (eagerness to work, economic sustainability should be the hallmarks of cooperation) is the main way by which such principles will prevail.

Education is the keystone, and Desroche has been working on it through his life, implementing projects also in Africa and South America, studying thoroughly the cases of Israel (kibbutz) and Mexico (ejidos), and creating and taking care of a great deal of cooperatives (*veilleur d'entreprise*). Also the reform of consumption is important, and the accumulation got in the cooperatives of consumption will allow to establish cooperatives of production of basic goods and also buy land, in the vision of Gide: then the solidal principle would change the whole society, that is the organisation of production and the living

style. As Gide, as Desroche were influenced by the utopian socialists, especially Fourier: at the *Collège de France* Gide took courses on Fourier and “colonies communistes et coopératives”, whose contents, many years later, raised great interest in Desroche. They considered the utopian push essential in order to discover and set up the new social order, and for this reason they were criticized by liberals and marxists, as witnessed, for example, by the history of the relation between the socialist cooperators and the *École de Nîmes*, where Gide was involved.

Our contribution wants to show how Gide's thought has influenced Desroche and how both have contributed to the creation of a project of society based on solidarity, association, participation, on the basis always voluntary, never coercive. The critical reading of the Desroche's work dedicated to Gide is the starting point for this comparison, which will invest several aspects of the overall thought of the two authors.

FROBERT, Ludovic / UMR Triangle ENS-Lyon : « *Philosophie de l'histoire, économie politique et christianisme chez quelques "traditionnalistes éclairés" du premier 19^e siècle français : Pierre-Simon Ballanche, Philippe-Joseph Buchez, Auguste Ott* »

Nous étudierons ici une lignée de « traditionnalistes éclairés » où peut se repérer une filiation intellectuelle partant de la philosophie de l'histoire pour aboutir à une économie politique chrétienne originale. Cette lignée débute avec le philosophe et poète Pierre-Simon Ballanche (1776-1847) dont l'œuvre constitua un véritable « compendium de l'idéologie romantique » et qui rédigea en 1827 ses *Essais de palingénésie sociale*. L'ouvrage eu un très grand retentissement autour de 1830 en France, période ressentie par les contemporains comme un temps de crise politique, morale et économique.

Avant Chateaubriand et le second Lamennais, Ballanche formulait en effet « cette idée d'un christianisme répondant au présent, quoique fidèle à lui-même, et sujet à la loi du progrès » (Paul Bénichou). Son oeuvre constitua notamment l'une des influences majeures de l'économie politique que tenta de formuler alors le saint-simonien dissident et premier partisan du christianisme social Pierre-Joseph Buchez (1796-1865) dans une série d'articles publiés dans le journal *L'Européen* (1831-1832), puis dans son volume *Introduction à la philosophie de l'histoire ou Science du développement de l'humanité* (1833), un volume qu'il voulait initialement intituler *Suite à Ballanche*. Buchez fonda une école dont l'un des principaux et des plus fidèles représentants fut Auguste Ott (1814-1903) qui, dans son *Traité d'économie sociale, ou L'économie politique coordonnée au point de vue du progrès* (1851) prolongea la philosophie de l'histoire, ainsi que l'économie politique de Buchez, et pu alors formuler, entre-autres, une conception originale de la production et de la distribution des richesses incluant notamment une théorie des crises commerciales.

Cette communication s'inscrira dans les recherches en cours sur les liens entre économie politique et religion en France dans le premier 19^e siècle. Mais elle touchera plus précisément encore aux thématiques du colloque « Vers une économie humaine » en tentant également en conclusion de suggérer en quoi cette économie politique de la lignée Ballanche-Buchez-Ott pouvait préfigurer quelques reliefs analytiques présents plus tard dans *l'économie du 20^e siècle* de François Perroux.

HESS, Rémi, Université Paris VIII et **RABINEAU**, Camille, Université Paris VIII : « *La personne et l'institution. De l'intellectuel organique à l'intellectuel impliqué : le cheminement d'Henri Lefebvre* »

Henri Lefebvre (1901-1991) a pu être présenté comme le philosophe du Parti communiste dans les années 1940-50. A-t-il été un intellectuel organique ? En revisitant les concepts d'intellectuel organique, engagé ou impliqué, dégagés par René Lourau dans *Le Lapsus des intellectuels*, nous tenterons de montrer les dilemmes auxquels H. Lefebvre a été confronté entre 1930 et 1958, date de son envol en dehors du Parti communiste français. Reste à montrer comment l'analyse de l'implication du philosophe qui refuse de penser l'engagement politique comme une aliénation à une organisation parvient à gérer parallèlement la pratique politique et la construction d'un moment philosophique, dans lequel il ne se sent pas contraint de respecter les injonctions d'un bureau politique, mais les critères professionnels d'une communauté de référence : celle des philosophes. De même avec quelques autres appartenances, celles de l'amitié et de l'intégrité avec des personnes engagées dans d'autres systèmes référentiels.

Nous montrerons que le cas de Lefebvre n'est pas isolé. H. Desroches n'a-t-il pas eu aussi à se défendre de refuser de jouer le rôle d'intellectuel organique ? Et les autres personnalités de notre colloque, ne partagent-elles pas avec Henri Lefebvre la volonté de se construire sans s'aliéner à une institution ?

JEUDI 21/6/12, 13H15, BOULANGERIE:

AIRES D'INFLUENCE POLITIQUE : LE BRÉSIL

DA SILVA LEME, Maria Christina / Faculdade de Arquitetura e Urbanismo Universidade de São Paulo : « *Le Père Louis Joseph Lebret et la politisation de la planification et de l'urbanisme au Brésil* »

Entre 1947 et 1962 le père dominicain Louis Joseph Lebret voyage plusieurs fois au Brésil et visite aussi d'autres pays de l'Amérique du Sud. Pendant cette période il fait de nombreux contacts et organise des enquêtes et des études. Pour ce travail on va étudier les deux premiers voyages qu'il fait au Brésil.

Le premier voyage était à la ville de São Paulo et constitue une étape clé du parcours intellectuel du prêtre français. Il clôt un cycle ouvert en 1938, liée aux années de guerre et de l'utopie communautaire qui a marqué les débuts d'Économie et Humanisme. Quand il part il laisse les bases pour la formation d'un centre de recherche SAGMACS (Sociedade Analise Gráfica e Mecanográfica Complexos Sociais) et d'un Centre d'études Économie et Humanisme. Il rencontre à São Paulo la possibilité de formation de jeunes militants catholiques.

L'objectif doctrinaire est le plus important et domine ce premier voyage. Il combine une pensée réformatrice formulée à partir des concepts d'Économie et Humanisme et le développement d'une méthode de recherche empirique pour l'action. Il y a un changement théorique et politique lors de son retour en 1952. Il va participer des enquêtes d'aménagement et développement pour le Gouvernement de São Paulo et il va collaborer avec le médecin brésilien Josué de Castro à la rédaction du « Rapport sur les conditions de vie de la population des villes brésiliennes ».

L'hypothèse que je développe dans ce travail est que ce changement théorique et politique est due au contact qu'il va prendre avec la réalité d'extrême pauvreté de la population des villes au Brésil et qui va être à la base du concept de sous- développement qu'il va utiliser pour les études urbains et régionales.

DE SOUZA, Rogério Luiz / Université Fédéral de Santa Catarina, Brésil : « *Entre l'humanisme de Maritain et l'économie de Lebret : l'engagement catholique face aux changements sociopolitiques au Brésil (1945-1965)* ».

Sous l'influence de l'idée et de l'expérience d'engagement, pensé par Jacques Maritain, Emmanuel Mounier et Louis-Joseph Lebret, l'éthique catholique des années 1945-1965 a souligné une pratique sociale axée sur le développement et l'enrichissement des peuples. Ce projet d'engagement était une position de confrontation face à l'individualisme du monde capitaliste. Même si le projet social catholique avait été géré depuis la fin du XIX^{ème} siècle, grâce à l'élaboration d'une doctrine sociale qui s'opposait à l'influence de la franc-maçonnerie, du protestantisme, du communisme et du capitalisme libéral lui-même, cela après la seconde guerre mondiale, l'Eglise a construit une action organisée et engagée aux côtés de l'Etat démocratiquement formé. En fait, la « démocratie chrétienne » fut un nouveau système de forces politiques après 1945.

L'expérience catholique brésilienne, poussée elle-aussi par des expériences sociales et missionnaires du catholicisme français, révèle une richesse impressionnante de cette mutation ou transformation de l'engagement. Les véritables contradictions de la vie (croissance des périphéries et des bidonvilles, par exemple) ont sans aucun doute poussé à l'élaboration d'un nouveau discours et d'un nouveau militantisme. Ainsi, l'Eglise catholique, marquée par une proposition humaniste et une nouvelle définition du capitalisme libéral, s'est aussi instituée comme la protagoniste d'un nouveau seuil historique et économique. La nouvelle éthique du devoir solidaire (J. Maritain et E. Mounier) et la réglementation d'une nouvelle économie du travail (L.-J. Lebret) sont devenues nécessaires aux objectifs de l'excédent productif, de l'approvisionnement alimentaire des grandes villes industrielles en pleine expansion et du développement d'un capitalisme humaniste. Enfin, cette Eglise a commencé à croire à un capitalisme débarrassé de ses vices, en proposant un développement qui, loin de l'esprit révolutionnaire, devrait établir une harmonie internationale.

LETERRIER, Catherine / CRIMIC - Université de Paris IV « *Du croisement lefebvrien entre conçu et vécu : le cas du Brésil, depuis 2003* »

Transformer le monde en métamorphosant la vie quotidienne - en explorant le possible : dans la période actuelle de forte crise du modèle capitaliste, cet apport conceptuel fondamental d'Henri Lefebvre à

l'économie politique, et à l'économie sociale tendant vers une économie humaine, gagne à être analysé au regard de la politique d'«*inclusion sociale*» réalisée au Brésil depuis l'arrivée au pouvoir du PT (Parti des Travailleurs), avec l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence du pays, en octobre 2002.

Pour Henri Lefebvre, les concepts qui allaient permettre de changer la vie devaient provenir de la pratique et y revenir. Dans sa réponse à un questionnaire de la revue *Socialisme dans le Monde*, parue en 1983-1984 à l'occasion du centenaire de la mort de Marx, il écrivit que la pensée de ce dernier devait être soumise perpétuellement «*à l'épreuve des faits et de l'actualité, c'est-à-dire de la pratique sociale, sans exclure bien entendu (et même en insistant sur elle), l'exploration du possible et de l'impossible*».

Comme l'a énoncé Rémi Hess : «*Pour H. Lefebvre, peu importe le statut épistémologique du concept. Ce qui importe, c'est son trajet dans la pratique, dans le vécu*»².

La volonté de Lefebvre de «faire accéder à la pensée» un certain nombre de concepts, au premier rang desquels celui de quotidienneté, manifeste, dans l'analyse de Michel Trebitsch, une «*posture philosophique*»³ - posture qui fait de Henri Lefebvre un philosophe et un politique tout à la fois.

La richesse de cette pensée ouvrant sur un «romantisme révolutionnaire» (telle que cette notion apparaît dans *Introduction à la Modernité*⁴ - qui sera ici étudié) pourrait être remise en perspective à l'aune des possibles s'ouvrant dans le monde du XXI^e siècle : le cas du Brésil semble bien être la réalisation de virtualités favorables.

Il s'agira de se poser la question de savoir dans quelle mesure la politique sociale menée sous les deux mandats de Lula (2003-2006, 2007-2010), et poursuivie sous la gestion de Dilma Rousseff depuis 2011, propose une application novatrice du développement. En se penchant sur les mesures concrètes prises dans le but d'enrayer le cycle intergénérationnel de la misère au quotidien - avec le programme *Bolsa Familia* notamment -, l'on tentera de voir jusqu'à quel point une politique du possible se nourrit de l'utopie affirmée dans le Manifeste du Mouvement Pro-PT en février 1980 : «*Le Parti des Travailleurs surgit de la nécessité ressentie par des millions de brésiliens d'intervenir dans la vie sociale et politique du pays pour la transformer*».

Contre la croissance sans développement, que stigmatisait Henri Lefebvre, Daniel Bensaïd a prôné un développement choisi des forces productives et de la richesse sociale⁵ : n'est-ce pas là, par exemple, l'enjeu aujourd'hui pour le PT du Fonds Social du pétrole, si le Brésil veut faire bénéficier les secteurs démunis de sa population (soit 43 millions de brésiliens, sur les 190 millions que compte le pays) des revenus qui seront tirés du pétrole, par une redistribution de ces richesses «publiques» - au vu du statut de la Petrobras, qui les exploite? Développement économique, développement social, quelle dialectique ?

Est-ce son rapide développement économique (qui a fait passer le Brésil du statut de pays émergent à celui d'économie émergée) qui a permis à ce pays d'éponger une grande partie de sa dette sociale par ses programmes de transferts de revenus et d'être, pour la première fois de son histoire, classé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dans la catégorie des pays à haut développement humain, fin 2007 ? Ou n'est-ce pas la création d'un marché interne (par l'accession de 31 millions de personnes à un statut de consommateurs qu'elles n'avaient jamais connu auparavant) qui a permis au PIB du Brésil de faire passer ce dernier de la neuvième position mondiale en 2008 à la sixième, fin 2011 ?

En soumettant à Davos, à l'occasion des divers Forums économiques mondiaux auxquels il fut invité, les questions évoquées lors des contre-manifestations que sont les Forums sociaux mondiaux, Lula a-t-il pu être une "passerelle entre le social et l'économique", comme l'a dit son ministre pour le Développement, Furlan - qui déclara, face aux critiques sur l'absence de Lula au Forum social de 2007 à Nairobi : «*il n'a pas besoin d'y aller pour se faire le porte-parole des questions sociales. Les actions du gouvernement prouvent son engagement social*»⁶ ?

Engagement social, pratique sociale, quels concepts en jeu ? En analysant la tentative de mise en place au Brésil d'une citoyenneté au quotidien, il s'agira de montrer en quoi le développement économique passe par le développement social - et non l'inverse.

² Hess, R. [2008], «Henri Lefebvre, une pensée du possible : Théorie des moments et construction de la personne», univ-paris8, p. 104.

³ Trebitsch, M. [2002], «Henri Lefebvre en regard de Michel de Certeau : Critique de la vie quotidienne», in *Michel de Certeau, Les chemins de l'histoire*, Bruxelles.

⁴ Lefebvre, H. [1962], *Introduction à la Modernité*, Éditions de Minuit, coll. «Arguments», Paris.

⁵ Bensaïd, D. [2009], «Keynes, et après ?», *Contretemps*.

⁶ *BBC Brasil*, janv. 2007.

MENDES CUNHA, Alexandre et BRITTO, Gustavo / Federal University of Minas Gerais: “Domination and Collective Creation or Creativity and Dependence: parallels between the thought of François Perroux and Celso Furtado”

The article proposes a dialogue between the works of François Perroux (1903-1987) and Celso Furtado (1920-2004) seeking the points of convergence in the reflections of these authors in the particular field of development economics, particularly in the 1960's and 70's. Apart some considerations of authors such as G. Destanne de Bernis or Alain Alcouffe, in addition to Furtado's own considerations on this subject in a text published in 1994, the influence of Perroux on the work of Furtado remains a little studied subject. The general framework of these discussions about Perroux's influence tends to focus on the time of Furtado's doctorate in Paris between 1946 and 1948 and his work throughout the 1950s, when he formulated his original theoretical reflections on underdevelopment. However, in our perspective, it is in Furtado's later works – written in particular in the period when he was Professor of Economic Development at the Faculty of Law and Economics at the University of Paris, between 1965 and 1985 – that one can find the most interesting aspects of the connections between Furtado and Perroux. The perspective presented here is that the most interesting point of convergence of the analytical trajectories of these two authors can be found in the works they produced between the mid-1960s and the late 1970's. Both follow a path of confronting the narrow limits of the economic science, each offering his own perspective for expanding the conceptual framework of the area. The analytical efforts are independent and apparently have different focus, however, as will be presented in the article, they sustained a significant proximity, particularly in relation to the issues of creativity and culture.

Perroux is responsible for expanding the reading of the dynamics of innovation in the terms proposed by Schumpeter, and building a reflection on the dynamics of domination and creativity, seeing this as an innovation that is not connected to individuals, but to a process of collective creation. In particular, these ideas are presented in his book *Industrie et Création Collective*, from 1964 and 1970.

Furtado, in turn, challenges development theory by expanding the scope of analysis and giving to creativity a pivotal role in the dynamics of development and underdevelopment. Focusing on the issue of creativity as an explanation for the expansion of industrial society, his work contributes to a sophisticated reading of the question of the dependence of peripheral countries, based on a perception of the process of technological dependence as a process of cultural dependence. His key book in this period is *Creatividade e Dependência*, from 1978.

The exploration of these parallels and proximities, with an aim to situate the actuality of these questions to the challenges of the contemporary world, as well as to contribute to the studies of both authors in the field of history of economic thought, summarizes the main objectives of the article.

JEUDI 21/6/12, 15H15, PRESOIR :

GÉNÉALOGIE DES IDÉES : CHRISTIANISME ?

CAVALIN, Tangi / CEMMS – Sciences Po Paris : « L’empreinte dominicaine dans la genèse de la pensée de l’économie humaine : les réseaux dominicains de François Perroux (milieu des années 30-milieu des années 50) »

Des cinq intellectuels mis en avant par les organisateurs du colloque, trois ont un lien fort avec l’ordre religieux des dominicains. Henri Desroche et Louis Leuret ont, en effet, appartenu à cette congrégation religieuse, tandis que François Perroux en était très proche dès le début de son itinéraire intellectuel, notamment par sa collaboration active aux publications gravitant autour des Éditions du Cerf (*Sept, Temps Présent, La Vie intellectuelle*).

Sur ce constat d’évidence, ma contribution se propose d’explorer, au croisement de l’histoire intellectuelle et de l’histoire religieuse, la contribution de l’ordre des dominicains à l’émergence des thèmes de l’économie humaine telles que ces penseurs les promeuvent. Quelle est la part des dominicains français dans la circulation des idées qui circonscrivent le terrain d’émergence des pensées non-conformistes dans l’entre-deux-guerres ? Peut-on aller jusqu’à donner un rôle matriciel aux conceptions religieuses qu’ils défendent ? Quelle est la dette de François Perroux – s’il y a lieu d’user de ce terme – envers le milieu des dominicains ?



G.Lassalle - Sus 2006

Anticonformiste, au même titre que d'autres intellectuels des années 30, Lefebvre l'est de par son romantisme : « la Révolution, comme l'amour, est à réinventer » proclamera-t-il, plus tard, en 1962. Ajoutant : « un pari vital et absolu sur le possible et l'impossible [...] On aurait bondi d'un seul saut de la nécessité aveugle dans le règne joyeux de la liberté, dans une grande fête sans fin ».

Plus tard (dans *Position : contre les technocrates*, 1967, titre qui est tout un programme) il écrira : « Dès lors qu'il y a un mouvement, il y a utopie [...] L'unité et le conflit dialectique du possible et de l'impossible font partie du mouvement réel. Dans la mesure même où les "révolutionnaires" ont condamné l'utopie, ils ont avoué et entériné leur stagnation ».

Dans *La Somme et le reste* (1959), il écrit : « Il ne faut pas oublier une seule minute que pour le jeune Marx la révolution politique représentait la fin de la philosophie et de la politique. Le romantisme comportait une part d'illusion et d'utopie ». Ce qui amène même Lefebvre à affirmer, en 1961 : « Le marxisme est l'événement spirituel du XX^e siècle ».

Sur ce terrain « spirituel », sur la méditation autour de l'aliénation (que certains de ses adversaires ne manquent pas de lui reprocher), il rencontre nécessairement des penseurs personnalistes de l'époque (dont le père Lebreton, fondateur de la Chronique sociale). Cette rencontre se fait dans la clarté et à cet égard il se démarque du « dialogue » cher à Roger Garaudy (dirigeant communiste jusqu'en 1969).

Mais elle se poursuit toute sa vie puisque en 1975 il justifie son titre *Hegel, Marx, Nietzsche* ou le royaume des ombres, par le fait que ces trois auteurs représentent les termes de la trilogie de Joachim de Flore (au XII^e siècle) : la loi, la foi, la joie.

Foi ? Dans la mesure où le « militant », par définition, n'est pas « triomphant », il fait un pari sur l'avenir (Lefebvre, dès son diplôme d'études supérieures, est marqué par Pascal auquel il consacra deux livres en 1949 et 1954).

Le matérialisme, en histoire comme ailleurs, inclut peut-être (depuis Démocrite) une part d'aléatoire en effet, sinon il déboucherait sur un décourageant fatalisme. C'est en cela qu'il peut nous intéresser aujourd'hui face à des penseurs positivistes qui, eux, n'ont pas conscience d'être « embarqués », comme le disait Pascal. Mais pas toujours du même côté.

MAHIEU, François Régis / UMI Résiliences-Université de Versailles : « *Vers une éthique du développement, depuis Denis Goulet (1931-2006)* ».

L'éthique vise le développement de la vie bonne pour soi et pour les autres. Dans le cadre de ce "développement", la capacité de l'expert à assurer la vie bonne pour les autres a été incontestée dans le cadre des plans et des projets qu'il décrétait. Depuis 1990 ce droit tutélaire "sur" le développement a été remis en cause par un droit "au" développement des populations elles-mêmes dans le cadre des "approches nationales des programmes" et du "développement soutenable". Ce renversement de perspectives conduit à développer une éthique de l'Autre dans le développement ; d'une personne responsable, capable de réagir rationnellement à ses droits et obligations, tout en restant raisonnable

face à sa communauté d'origine. Cette optique doit beaucoup à Denis Goulet, élève du père Lebreton puis professeur à l'Université Notre Dame et fondateur, en 1987, de l'*International Development Ethics Association* (IDEA). Cette figure de la contestation est inconnue en France.

Cette considération du sujet de l'économie prend un tour particulier dans le sous-développement ; le décalage macroéconomique est le plus souvent perçu comme un retard dans la société et la capacité dans l'être et le devoir être. Si tel est le cas, le développement est une modalité de planification ; autrement, il s'appuie sur des êtres conscients de leur destin. Dans ce dernier cas, on parlera de développement durable dans le cadre des réflexions sur le sous-développement par la capacité à prendre en charge son destin par opposition au développement planifié.

Tel est l'enjeu de l'éthique du développement, considération du sujet ou du visage de l'autre : le même ou l'Autre, et la part qu'il faut donner à l'universalité et à l'altérité.....mais encore sa capacité à être et à devoir être, c'est à dire à lui reconnaître l'égalité de la personne. Curieusement, cette réflexion sur le sujet du développement amène à s'interroger sur le cadre du développement ; jusqu'à ces dernières années, il n'était question que d'un service public du développement (projets décrétés...) ce qui pose de sérieux problèmes d'éthique... La responsabilité s'est modifiée dans le développement depuis le changement de statut du " sous- développé ", considéré comme personne à part entière.

On développera les questions suivantes :

Qu'est-ce que l'éthique du développement ?

Quelles sont ses influences philosophiques ?

Pourquoi une telle opposition entre anglophones et francophones sur cette éthique ?

TOUPIN-GUYOT, Claire / UMR CRAPE – IEP de Rennes : « Autorité, magistère et agir chrétien : des penseurs vers une économie humaine »

La réflexion s'ordonnera autour de la doctrine sociale de l'Église catholique, d'un modèle catholique de l'engagement et des influences plus ou moins fortes de ces cinq penseurs sur le système catholique. Quelle est la place d'un Mounier, d'un Lebreton ou d'un Perroux dans la reformulation économique qu'esquisse le Concile Vatican II et plus encore *Populorum Progressio* ? Quelle place tient le philosophe marxiste Henri Lefebvre dans cette réflexion, lui qui ne dédaignait pas de débattre avec les milieux chrétiens. Quel dialogue est possible (et accepté par la hiérarchie) entre milieu catholique et milieu marxiste ?

Sans pouvoir formuler une synthèse, il sera peut être possible d'établir une liste de références croisées, de mesurer quelques figures tutélaires communes (Maurice Blondé ?, le père Chenu ? Gabriel Le Bras ? ...), d'examiner les rapports de force avec les institutions et les appareils et finalement d'esquisser un cercle intellectuel hétérogène par la pensée mais mu par une volonté de « Peser *hic et nunc* sur la réalité⁷ » selon les mots d'Emmanuel Mounier.

JEUDI 21/6/12, 15H15, BOULANGERIE :

AIRES D'INFLUENCE POLITIQUE : L'EUROPE

CONSTANTINOU, Sylvie / [...] : « Polanyi et Perroux : le socialisme démocratique en question ».

Les sociétés contemporaines sont marquées par deux phénomènes catastrophiques, le capitalisme libéral et le totalitarisme, phénomènes qui rejettent au rang d'idéaux utopiques deux autres projets politiques et économiques eux aussi propres à l'époque moderne, la démocratie et le socialisme. Les années d'entre-deux guerres furent peut-être le moment où ces quatre alternatives sont le plus ouvertement entrées en concurrence. Deux économistes, Karl Polanyi et François Perroux, témoins directs de ces événements et tous deux attentifs aux moyens d'éviter que le capitalisme libéral et le totalitarisme ne l'emportent, se sont intéressés, parallèlement, et probablement sans le savoir, à un système économique, le corporatisme, qui connaissait durant cette période un regain notable d'intérêt dans de nombreux pays européens, en tant qu'alternative au capitalisme. Leurs analyses montrent l'ambiguïté de cette organisation de l'économie, qui a accompagné toutes sortes de politiques, autoritaires (en Allemagne, en Italie et en Autriche) et démocratiques (en Suisse et en Angleterre). Si

⁷ Mounier à Borne, lettre du 22 février 1941, Œuvres, tome IV, Paris, Le Seuil, 1963, p. 695.

les deux auteurs sont nettement critiques sur la nature d'alternative démocratique du corporatisme tel qu'il se réalisait sous leurs yeux, ils ont néanmoins développé des propositions politiques singulières à partir de l'idée, comprise dans le corporatisme, d'une organisation fonctionnelle de la société. Perroux a formulé en 1938 une théorie de l'économie corporative sous le nom de Communauté de Travail, expression qui visait à la différencier du corporatisme fasciste. C'était également le cas des néo-socialistes anglais qui avaient développé depuis les années 1920 une théorie politique corporatiste sous le nom de socialisme fonctionnel. Polanyi avait formulé à la suite, en 1922, les fondements institutionnels de l'économie socialiste démocratique. Toutes ces tentatives se sont perdues dans les décombres du totalitarisme et de la 2nde guerre mondiale.

Or l'actualité n'est pas sans redonner un intérêt au retour à cette thématique oubliée du corporatisme en tant qu'alternative au capitalisme libéral et au socialisme. En effet la recherche d'une alternative semble à nouveau dans l'impasse et donne lieu à un phénomène d'opinion étonnant. Le développement de la contestation du capitalisme en de nombreux pays ne semble pas se traduire par le renforcement de ce qui devrait apparaître comme son alternative politique et économique, le socialisme. A sa place, des dérives autoritaires semblent menacer de nombreux régimes démocratiques, en particulier en Europe. En cela notre époque rappelle les années 1930, années d'une crise économique sans précédent qui a déclenché un mouvement anticapitaliste et antilibéral dont les effets politiques et institutionnels hésitèrent entre socialisme et fascisme. Le parallèle est significatif avec notre actualité. Les démocraties se sont montrées impuissantes à se défendre contre des formes autoritaires de gouvernement. Alors qu'il semblait dans les années 1920, que les peuples allaient s'engager résolument vers la voie nouvelle du socialisme, c'est le fascisme qui a peu à peu gagné tous les pays européens durant les décennies suivantes. Il semble donc opportun de reprendre ces textes oubliés et la trace qu'y a laissé le processus d'évolution vers le socialisme au point où il s'est arrêté et a dû laisser place au totalitarisme. Nous nous appuyons sur les monographies réalisées par Perroux sur les corporatismes réalisés pour valider les intuitions audacieuses de Polanyi, tandis que celles-ci nous permettront de dissiper les ambiguïtés des recherches d'une troisième voie chez Perroux.

Bibliographie :

- Cole, G. D. H. [1980, 1^{ère} édition 1920], Guild socialism restated, Transaction, Inc., New Brunswick, New Jersey.
- Côté, D. (sous la direction de) [2001], Les holdings coopératifs. Evolution ou transformation définitive, De Boeck université, Montréal.
- Coutrot, T. [2005], Démocratie contre capitalisme, La Dispute, Paris.
- Drucker, P. [2001], Témoin du 20^{ème} siècle : de Vienne 1920 à la Californie 1980, Village Mondial, Montréal.
- Fleurbaey, M. [2006], Capitalisme ou démocratie, l'alternative du XXI^e siècle, Grasset, Paris.
- Généreux, J. [2006], La dissociété, Seuil, Paris.
- Gorz, A. [1980], Adieux au prolétariat, Galilée, Paris.
- Musil, R. [1956, 1^{ères} éditions 1930, 1932], L'homme sans qualité, Seuil, Paris.
- Perroux, F. [1938], Capitalisme et communauté travail, Librairie du Recueil Sirey, Paris.
- Perroux, F. [1958], La coexistence pacifique, PUF, Paris.
- Polanyi, K. [1983], La Grande Transformation, Gallimard, Paris.
- Polanyi, K. [2008], Essais de Karl Polanyi, Seuil, Paris.
- « La comptabilité socialiste », 1922.
 - « L'essence du fascisme », 1935.
 - « Quel Etat trifonctionnel ? », 1934.
 - « L'économie selon Rudolf Steiner », 1934.
 - « L'Autriche corporative : une société fonctionnelle », 1934.
 - « Marx et le corporatisme », 1934.
 - « La mentalité de marché est obsolète ! », 1947.
 - « Jean-Jacques Rousseau : une société libre est-elle possible ? », 1953.
- Prades, J. [2006], Compter sur ses propres forces. Initiatives solidaires et entreprises sociales., Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- Rancière, J. [2005], La haine de la démocratie, La Fabrique, Paris.
- Sibille, H. et Ghezali, T. [2010], Démocratiser l'économie. Le marché à l'épreuve des citoyens, Grasset, Paris.
- Spinoza, B. [1928], Œuvres IV : Traité politique, Garnier, Paris

MAIRATE, André/ European Commission - Directorate-General for Regional Policy : « *François Perroux et l'esprit de l'Europe (nécessaire au monde)* ».

Dans son bel ouvrage « *L'Europe sans rivages* » (1954), François Perroux a exposé sa vision de l'Europe, celle d'une Europe solidaire et ouverte au monde. On y trouve une analyse puissante du destin européen et des conditions de l'économie mondiale dans laquelle l'identité européenne pourrait s'affirmer. Depuis, beaucoup de chemin a été entrepris – l'avènement du grand marché européen, la création d'une zone monétaire régionalisée, le renforcement des institutions supranationales, l'élargissement de l'espace économique à d'autres nations moins développées. Mais à bien des égards,

l'esprit de l'Europe semble s'être égaré alors même que l'Europe est unie par des liens économiques et institutionnels. En relisant avec les yeux d'aujourd'hui "*L'Europe sans rivages*", on cherchera à mettre la vision de F. Perroux au service d'une critique de l'organisation européenne contemporaine qui s'articule essentiellement autour de deux thèmes : d'une part, l'analyse des économies dominantes et des relations de pouvoir et d'autre part, l'organisation de nouvelles solidarités internationales pour un projet de développement.

François Perroux définit, en 1979, l'Europe comme « *une articulation complexe de monopoles, liés entre eux et à leurs nations* ». Il analysera les conflits entre les espaces économiques et les espaces nationaux, à travers les 'emprises de structure' exercées par les firmes transnationales, les relations inégales entre Etats européens quant à la puissance, les échanges et leurs structures. Il mettait, alors, en garde contre la logique du capitalisme financier et l'illusion d'un puissant marché des capitaux qui ne « *résoudra pas à lui seul le problème de la réorientation des fonds et des investissements réels selon une politique régionale et en faveur des populations* ». Il élabora ainsi une critique du processus d'intégration économique et de développement des nations européennes qui ne peut se faire uniquement à travers les mécanismes du marché et qui nécessitent des politiques actives pour compenser les inégalités structurelles qui en résultent.

Toutefois, il serait faux d'affirmer que ce que F. Perroux entrevoyait il y a plus d'un demi-siècle n'aurait pas sa place dans les faits. Nul pays d'Europe ne pense ni ne discute des éléments de sa survie économique et de sa place dans le monde de manière isolée. L'Europe nécessaire au monde est celle d'un dépassement de la nation dans le cadre de solidarités organisées.

Parmi les tâches qu'il assignait à l'Europe, il voyait le potentiel qu'elle pouvait y apporter en tant que grand marché mais aussi comme espace de solidarité afin de surmonter "*l'avarice des nations*". Son projet européen n'est ainsi nullement déconnecté des efforts pour réaliser une "*économie du genre humain*" autour d'une nouvelle philosophie du développement.

Mais, au regard de cette Europe qui est la nôtre aujourd'hui, F. Perroux nous conjurait de ne point devenir des "Européens bornés" et de mettre notre intelligence au service d'un nouvel esprit européen. À ce propos, il aimait citer le mot de S. de Madariaga, "*Arise and make the World the Home of Man*".

Références

- F.Perroux, *Le Plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde*, Librairie de Médicis, Paris, 1948, 222 p
- F.Perroux, *L'Europe sans rivages*, PUF, 1954, 668 p
- F.Perroux, *L'Europe, fin de siècle, Exil n°2*, 1974
- F.Perroux, *L'Europe sans rivages 1979*, S.E.D.E.I.S, N°3, 1^{er} février 1979

SCHAEFER, Peter/ Université de Trente : « *Un modèle franco-allemand alternatif ? Les rencontres Mounier- Landsberg et Perroux- Sombart pendant les années trente* »

Ce travail propose d'analyser les critiques au capitalisme dominant, avancées en Allemagne et en France pendant les années trente, en comparant la pensée des philosophes Emmanuel Mounier et Paul Ludwig Landsberg et des économistes François Perroux et Werner Sombart.

Même si le rythme du développement a été différent dans les deux pays pour ce qui concerne l'impact de l'industrialisation sur la démographie et sur l'ensemble des professions⁸, il avait quand même provoqué une série des critiques assez fondamentales. Landsberg, un élève de Max Scheler, déjà en 1922 avait publié l'essai « *Le Moyen-âge et nous* », un ouvrage qui avait sollicité un grand intérêt, dans une Allemagne très bouleversée, mais toujours d'orientation national-libérale après la première guerre mondiale. Pessimiste et critique des développements modernes, plus tard il se consacre à l'anthropologie politique avant de fuir devant les nazis et de se déplacer à Paris où il collabore à la revue « *Esprit* » de Mounier.

Les critiques philosophiques du capitalisme moderne ont été accompagnées de débats intenses parmi des économistes allemands. Déjà Schmoller et Sombart avaient débattu sur le futur de l'artisanat⁹, avant la première guerre mondiale. Ce débat a été suivi par des analyses très précises de Joseph Schumpeter sur l'instabilité du capitalisme, l'effet délétère d'étalon-or sur le crédit et sur la structure sociale de l'Allemagne¹⁰ ; et, plus tard, par l'analyse monumentale de Karl Polanyi, lui aussi actif à Vienne. Perroux, ayant obtenu une bourse Rockefeller, se rend à Vienne, en 1934 où il est profondément marqué par l'école autrichienne devenant l'élève de Schumpeter et entretenant des discours avec Ludwig Von Mises et Sombart, son antipode.

⁸ Voir Winock, M. (2003) « La belle époque »

⁹ Voir Bruhns, H. (2004) « Histoire et économie politique en Allemagne de Gustav Schmoller à Max Weber »

¹⁰ Voir Perroux, F. (1935) « La pensée économique de Joseph Schumpeter »

L'article propose de clarifier non seulement, quelle influence les penseurs nommés ont eu l'un sur l'autre, mais de dépasser l'analyse biographique étroite pour voir l'ensemble des idées sur le capitalisme, qui ont circulé entre 1920 et 1938 en Allemagne/ Autriche et en France et les comparer entre eux.

La critique philosophique et anthropologique s'était concentré sur la définition de l'humain dans l'homme et sur les moyens de dégager ces qualités, en se tournant souvent vers d'anciennes conceptions chrétiennes de l'homme. Ce débat n'est pas seulement académique mais a animé d'une manière assez décisive les discussions autour de la Grande Dépression.

Ce débat s'entremêle avec des débats plus strictement économiques, qui s'étendent des discussions sur la stabilisation du capitalisme (Keynes, Schumpeter) aux véritables projets de réformer ce dernier, proposant des conceptions corporatistes ou communautaires qui avaient comme objectif de protéger l'humaine de la logique parfois inhumaine du marché.

En analysant les différents courants allemands et français, en général, et les rencontres entre Mounier et Landsberg et Perroux et Sombart (Schumpeter), l'article vise à comprendre si on peut parler d'un ensemble d'idées utopiques franco-allemandes, comme alternative au marxisme et à l'orthodoxie économique, ou s'il convient de parler, plutôt, d'idées proches mais clairement distinctes entre les deux pays.

WICKHAM, Sylvain / ISMÉA : « L'Europe sans Rivages aujourd'hui »

1°) Trois scénarios d'intégration selon Perroux : Fonctionnalisme, Unionisme, Fédéralisme

2°) Modèle fédéral de la petite Europe d'après-guerre

- Du fonctionnalisme (Pool Charbon-Acier) à l'objectif fédéral (États-Unis d'Europe).
- Priorité aux échanges dans un espace économique fermé.
- Uniformisation des territoires.
- Dépérissement par le haut des Etats membres. Ambiguïté selon Perroux : reculer des frontières qu'il faudrait bien plus dévaloriser.

3°) Vision prospective alternative d'une grande Europe largement ouverte selon Perroux (1954)

- Intégration européenne au service de la nécessaire intégration internationale.
- Unionisme seul à même de concilier dévalorisation des frontières et pluralisme européen fondamental. Ni Super-Etat, ni nation européenne.
- Synergie des diversités européennes facteur de créativité et d'innovation.
- Ne soyons pas des Européens bornés. Le projet européen : une tâche à accomplir ensemble. (2 acceptations)

4°) Quels blocages ou déficiences de notre grande Europe aujourd'hui ?

- Option Maastricht pour une monnaie unique (scénario fédéral) au lieu d'une monnaie commune (scénario unioniste).
- Déficiences de grands projets transeuropéens (exception ancienne du Tunnel sous la Manche, déclin Euratom).
- Défaut de subsidiarité (l'Europe des régions, garant d'un pluralisme indéfiniment renouvelé).

VENDREDI 22/6/12, 9H, PRESSE :

DES CONCEPTS POUR AUJOURD'HUI ? SESSION 1

AJZENBERG, Armand / Association « la somme et le reste » : « La production du temps (éléments) »

Dans sa préface de 1985 à la réédition de *La production de l'espace*, Henri Lefebvre écrivait, à propos précisément d'espace : « Traditionnellement, le terme n'évoquait guère que les mathématiques, la géométrie (euclidienne) et ses théorèmes, donc une abstraction : un contenant sans contenu. (...) D'où l'effort pour sortir de la confusion en considérant l'espace (social) ainsi que le temps (social) non plus comme des faits de « nature » plus ou moins modifiée, et non pas comme de simples faits de « culture » - mais comme des **produits** » (...) « le mode de production organise – produit -, en même temps que certains rapports sociaux, son espace (et son temps). C'est ainsi qu'il s'accomplit » ajoute-t-il un peu

plus loin dans cette même préface. On l'aura remarqué, pour Lefebvre, espaces et temps sociaux sont liés mais, paradoxalement, le produit « temps » est toujours second ou entre parenthèses. Un remord ? On aurait aimé un équivalent à *La production de l'espace* à propos du temps. Cela n'a pas été le cas. C'est ce qu'il faudrait essayer de combler.

Temps sociaux ? Premier de ces temps sociaux : le travail. « *J'ai proposé et je propose encore pour comprendre un ensemble de faits le concept de « vie quotidienne ». Ce concept n'exclut en rien celui de travail productif. Au contraire : il l'implique. Mais il le complète...* ». Ainsi, le concept de « vie quotidienne » aboutit-il à faire entrer dans l'analyse et la conception marxienne l'espace et les temps sociaux. Ils sont devenus des marchandises, « *c'est-à-dire des « biens » autour desquels se livrent de grandes luttes : le temps et l'espace restent le fondement de la valeur d'usage, bien que ou parce qu'ils sont entrés dans les valeurs d'échange* » écrivait Lefebvre dans un article publié à Belgrade en 1984 dans une revue : *Socialisme dans le monde*.

Pour un individu, le temps se partage entre temps autonome (libre ou privé) et temps hétéronome (contraint ou assujéti). Pour appréhender le temps social à venir, on partira de son accomplissement : un temps réunifié où il n'y aurait plus différence, voire opposition, entre temps privé et temps assujéti. Ce qui n'a de chances de se réaliser que dans l'infini, mais peut cependant indiquer une tendance, une direction. Bref, il s'agirait, pour reprendre un concept lefebvrien, d'un possible-impossible. « *Le nouveau romantisme (révolutionnaire) affirme le primat du possible-impossible et saisit cette virtualité comme essentielle au présent* » disait le philosophe en 1957 (*Vers un romantisme révolutionnaire*, Lignes, 2011).

Le temps de travail est aujourd'hui une marchandise. Sa fin, par un temps réunifié entre sa partie privée et sa partie assujéti, signifierait la fin de sa marchandisation (fin du salariat). Le capital, autre composante de la production, devrait lui aussi (dans l'infini) perdre sa fonction de marchandise et ne conserver lui aussi que sa fonction de valeur d'usage. Les temps d'amortissement du capital, aujourd'hui courts, imposent des dépenses qui conduisent à l'obsolescence des capitaux avant que ceux-ci n'aient épuisé leurs possibilités. Elles conduisent à l'impossibilité d'obtenir une accumulation élargie de capital. Dans un temps infini, le temps d'amortissement du capital devrait lui aussi devenir infini. Ce qui est du domaine du rêve, mais devrait là encore indiquer une tendance : un allongement des temps d'amortissement du capital. La production du temps (social) et de l'espace (social), ainsi envisagées, pourraient être le point de départ d'une réflexion sur un projet de société.

BAZINEK, Léonore / ERIAC – Université de Rouen : «Lutte à mort des consciences ou créativité productive ? L'apport de Henri Lefebvre une critique de la logique suicidaire.»

Comme s'il avait prévu une telle nécessité, à savoir qu'un jour, la pensée critique sera mise à mal au point d'avoir besoin de son passé pour se ressourcer, Henri Lefebvre a publié en 1975 un livre qui, se détachant du contemporain, pose des bornes : *Hegel-Marx-Nietzsche ou le Royaume des ombres* (Casterman, Paris).

Lefebvre défend dans cet ouvrage que la pensée de ces trois mousquetaires du XIXe siècle aurait construit la modernité européenne autour de son enjeu capital : la conscience. Si Marx s'oriente délibérément vers la société, il maintient tout comme le fait Nietzsche bien plus prononcée, le respect de l'individu. Quant à Hegel, il en est radicalement autre. Pour arriver à ce constat, Lefebvre maintient le schéma triadique annoncé par le titre et explicité dans l'Introduction (9-59), ce qui lui permet un parcours structuré se terminant sur une confrontation de trois constellations qui caractérisent la modernité et les contributions respectives de ses trois protagonistes. Avant de s'y lancer, il n'oublie pas de désamorcer d'éventuels détracteurs. Se voulant plus perspicaces, en pointant Heidegger, Freud/Reich, Lénine/Mao (cf. 49), Lefebvre leur accorde la liberté de soutenir cette position, mais reste ferme – personne n'a jusqu'alors fait cesser les ombres.

Par conséquent, notre communication s'attache à mettre à l'épreuve cette proposition de Lefebvre. Il s'agit alors de scruter la pertinence de son analyse que, depuis Hegel, Marx et Nietzsche, l'Europe est confronté avec des questions qu'ils ont, sinon créés, pour le moins repérées et travaillées. Le marché philosophique français confirme ce diagnostic. Les traductions de Hegel se sont multipliées et il est, une fois de plus, au programme de l'agrégation. Pour Nietzsche, ni l'élan des traductions ni l'élan des publications n'a jamais souffert la moindre entrave. Marx est, plus que jamais, dans une position critique. Stylisé ennemi déclaré de l'Occident, son nom est devenu la métaphore pour tous les maux qui menacent l'humanité au détriment d'une analyse approfondie de sa pensée. Et c'est justement chez Marx où l'homme moderne peut trouver, à en croire Lefebvre, les ressources qui lui permettent de concilier les exigences croissantes du monde de travail et la désorientation institutionnalisée par un temps qui semble s'accélérer vers une fin que l'on ignore parfaitement.

Reprenons alors l'argumentation. Hegel pense en termes de la domination de l'Etat, référence absolue que la philosophie se doit de légitimer : « La philosophie, service public, accompagne l'Etat. » (114sq) La lutte mortelle qu'engagent les consciences oblige la conscience individuelle à se soumettre totalement à la providence s'il veut survivre. Marx propose une société qui procède par une planification prenant en compte l'évolution. Autant l'individu que les collectivités trouvent une place dans la construction de la société. Les consciences s'affrontent dans une lutte dont l'enjeu n'est plus forcément la mort, mais le droit. Si le livre donne l'impression que Lefebvre penche nettement vers Marx, le plus long dossier (145-214) est consacré à Nietzsche qui, finalement, brise le cercle infernal de la lutte à mort des consciences. La créativité accordée à chaque individu de se ressaisir. La civilisation devient ce terrain des volontés de puissances qui s'affrontent dans une lutte ne nécessitant plus la mort des consciences. L'enjeu est la loi, la question alors la souveraineté. Qui impose sa loi, règne, jusqu'à nouvel ordre.

Lefebvre parvient, à notre avis, à discerner un potentiel réflexif et créatif qui permet de faire barrage contre cette alternative mortelle entre suicide de la conscience et suicide réelle au cas où on ne peut pas admettre le premier. Si, par conséquent, on pense pouvoir profiter du potentiel critique de la pensée lefebvrine, il s'impose, dans un premier temps, de retracer le propos problématique de ce livre qui suit le cheminement de la conscience moderne dès sa naissance chez Hegel. Tout en respectant l'option de Lefebvre pour Marx, ma communication s'attache, dans un deuxième temps, plus spécialement à analyser la position nietzschéenne dans la perspective d'arriver au bout de quelques contradictions laissées en friche par Lefebvre.

PERRAULT, Jean-Louis/ CIAPHS-ISMÉA, Université de Rennes 1 : « *Le conflit réduction-différence et aliénation- création collective dans les représentations du « progrès » chez H. Lefebvre et F. Perroux : « De l'horizon d'un seul à l'horizon de tous ».*

En 1970, paraissent deux petits ouvrages dans la collection *idées* de la nrf : « *Aliénation et société industrielle* » (A.S.I.) et « *Le manifeste différentialiste* » (M.D.). Jalons dans l'œuvre pléthorique, respectivement, de François PERROUX et de Henri LEFEBVRE, ces ouvrages peuvent être regardés comme une tentative alarmiste de recomposer certaines formes de la promesse construite lors de l'après-guerre : promesse de socialisation, de bien-être, d'humanisation. Cela, au prisme d'une réflexion critique, dans la mesure où, la pensée marxienne, dont ils sont explicitement ou implicitement imprégnés, contient à la fois la formulation du productivisme intégral et la critique radicale de l'idéologie productivisme. De même, qu'elle contient simultanément l'idéologie du socialisme d'État et la critique radicale de tout État, de toute idéologie de l'État (Lefebvre). Or, l'aller-retour entre les deux écrits est troublant au regard des similitudes observables entre l'économiste et le philosophe ; pour autant, l'un a répudié sans conviction, l'autre réhabilité dans sa plénitude, Karl MARX.

Les deux ouvrages sont publiés à quelques mois d'intervalle - janvier (A.S.I.) et mai (M.D.) 1970 -, au crépuscule d'une période imaginaire, qui restera étrangement qualifiée de « *Trente glorieuses* » ; l'un - LEFEBVRE- commence ainsi : « *Depuis mai 1968, on peut se demander si la grande crise du monde moderne n'a pas trouvé sa conclusion [...] Or, qu'a-t-on inventé ? Une mixture. La crise du dirigisme se terminerait avec le néo-libéralisme ; et inversement* ». L'autre -PERROUX- martèle, dès la première phrase : « *Chez F. Hegel, ainsi que chez K. Marx, la notion de l'aliénation, présente à l'œuvre entière, est réélaborée, depuis les écrits de jeunesse jusqu'aux ouvrages capitaux* ». Ces propos semblent relever d'un autre âge ; ne pas être l'écho contemporain de nos préoccupations concrètes. Pour autant, ils véhiculent une critique globale des productivismes, à partir d'un regard marxien sur l'État, sur la croissance et sur la Nation.

En effet, pour les deux auteurs, l'histoire n'a jamais révélé la moindre *capacité créatrice sur le plan social*. Ils appellent, comme une urgence, le retour vers le *développement*, « *restitué dans sa plénitude, qui implique un enrichissement, une complexification non réduite des rapports sociaux. [Qui] est qualitatif. [Qui] suppose la création de formes de la vie sociale. En un mot de différences* » (Lefebvre) ; l'appauvrissement et la crise des rapports sociaux en matérialisent l'absence. Cette socialisation, réplique F. PERROUX, conjuguée avec la *désaliénation universelle* et la *création collective*, doit inventer sans relâche des institutions sociales, pour dépasser, à l'échelle de l'espèce, la préférence de destruction et de meurtre collectif. Cette dernière ayant été justifiée par l'historicité, comme par l'économisme : la *désaliénation sociale* conquiert la libération des sujets contre les *automatismes sociaux* (Perroux), façonnés par l'État.

En effet, l'État, parmi les pouvoirs réducteurs (Lefebvre), est le conseil d'administration des propriétaires des moyens de production (Perroux). Et, la philosophie, l'histoire et la théorie politique de

l'État sont efficaces au service des pouvoirs réels, en les justifiant par des discours, par des actes, par des motivations (Lefebvre) : « *Sans ces pouvoirs effectifs, sans l'État, l'idéologie ne serait rien et ne pourrait rien* » (Lefebvre).

Ce dispositif a permis de commettre et de promettre la *croissance* comme appareil d'homogénéisation de la société. Elle fut l'*alibi* de la Libération 1944 : croissance indéfinie ? Pourquoi faire ? Pour qui ? Pour elle-même ? (Lefebvre). La *croissance* supposait un modèle : « *le modèle, obsession et phantasme des appareils politiques spécialisés, est venu après Marx, après Lénine* ». Le modèle prescrit une *croissance assignée*, selon les exigences du pouvoir et de sa stratégie, dont le rapport Attali (2008), dit de « libération de la croissance » poursuit désespérément les formes : après la tragédie, la farce. Le modèle se veut identique pour tous, écrit Lefebvre. Il a, surtout, orchestré la redoutable *indifférence* entre croissance et développement (Lefebvre) : « *Comprenons donc que le « déperissement » de l'État historique, de cet État jusqu'ici spécifiquement violent, n'est pas une exigence marxienne seulement, mais un impératif commun de désaliénation et d'humanisation* » (Perroux). Il est indispensable d'inventer des pouvoirs nouveaux.

Les deux auteurs renversent, ainsi, les catégories et nous proposent un ballet critique autour des classes et de la Nation. L'ambiguïté de la société nationale à la fois collectivité historique (patrie, peuple) et État, a engendré des tensions qui n'ont jamais pu être pleinement surmontées ; de telle sorte que l'aliénation des hommes et de leur humanité dans la nation s'impose maintenant à l'attention commune (Perroux) ; alors que « *le principe national, le principe de la particularité, l'emporte sur le principe de classe, principe selon Marx d'universalité* » (Lefebvre). « *La « classe » marxienne est une réalité, l'ensemble prolétarisé, le prolétariat compris comme l'ensemble des non participants, en est une autre* » (Perroux). C'est pour refaire société avec ce dernier, que l'un revendique le dialogue, sorte de dialogisme habermassien, et la création, la participation. Et que, l'autre estime indispensable la survie du sacré et l'ouverture de la voie : le modèle s'oppose à la voie : « *le modèle, dressé sur le chemin, le bouche* ». La voie n'impose pas, elle propose. Les voies diffèrent ; la voie, c'est celle de la différence.

Quel usage peut-on imaginer des notions et conceptualisations, audacieusement complémentaires, que ces ouvrages nous offrent, pour éclairer la forme contemporaine du capitalisme néolibéral ?

Mots-clés : différentialisme, désaliénation, modèle, croissance, développement, État, les pouvoirs, rente-dette, classes sociales, idéologie.

Bibliographie indicative :

- Hess, Rémi (2009). Henri Lefebvre et la pensée du possible. Théorie des moments et construction de la personne. Paris, Economica, 685.
- Lazzarato, Maurizio (2011). La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale. Paris, Éditions Amsterdam, 124.
- Lefebvre, Henri (1968). La vie quotidienne dans le monde moderne. Paris, Gallimard, 376.
- Lefebvre, Henri (1970). Le manifeste différentialiste. Paris, Gallimard, 186.
- Lefebvre, Henri (1973 [2002]). La survie du capitalisme : la reproduction des rapports de production. Paris, Éditions Anthropos, 227.
- Perroux, François (1967). L'État et la création collective. Manuscrits de François Perroux. Paris : 40.
- Perroux, François (1970). Aliénation et société industrielle. Paris, Gallimard, 185.
- Perroux, François (1970). Industrie et création collective : II Images de l'homme nouveau et techniques collectives. Paris, Presses universitaires de France, 325.
- Perroux, François (1980). "Pérégrinations d'un économiste et choix de son itinéraire." Économie appliquée XL (2) : 197-212.

PETIT, Jean-François / LAPP-Institut Catholique de Paris : « Pour une économie au service de la personne »

L'amnésie qui frappe les chercheurs concernant les prises de position économiques de Mounier ou les conséquences économiques de sa pensée ne laisse pas d'étonner : l'anticapitalisme virulent du personnalisme des années 1930 est-il jugé à ce point inconvenant par les économistes actuels ? L'économie n'est-elle qu'une dimension secondaire du personnalisme ? Cette voie originale a-t-elle été définitivement éliminée par le marxisme d'abord puis le libéralisme ensuite ? Plus radicalement, certains sont allés jusqu'à se demander si le personnalisme n'était pas impropre à toute théorisation économique.

Cette communication entend mettre à jour la triple critique personnaliste du capitalisme : (1) de son « optimisme béat », parce que des libertés laissées à elles-mêmes n'établissent pas forcément l'harmonie ; (2) du « monde de l'argent », dans le sillage de Péguy, mais, surtout, après le Krach de Wall Street ; (3) du cercle vicieux entre production et consommation, qui conduit à une véritable aliénation.

En fait, la pensée de Mounier, qui ne dissocie par révolution économique, politique, culturelle, sociale, développe une phénoménologie des attitudes pratiques face à l'exclusion économique-sociale. En effet, le propre parcours de Mounier est marqué par la pauvreté. Bien plus, Mounier fait délibérément le choix de moyens pauvres, qu'il revendique ouvertement comme ligne de conduite. Mais c'est surtout sur sa façon de prendre en compte le réel, son anticonformisme méthodologique et sa générosité devant les événements qu'il faut s'interroger.

Plus que l'établissement des fondements de l'économie personaliste (dont l'orientation pluraliste permet de distinguer un secteur soumis au Plan et un autre, libre de toute contrainte), des rapprochements seront ici tentés avec l'économie solidaire actuelle (son souci du service concret de l'homme, de l'épanouissement dans un cadre participatif et accordant le primat du travail social sur le profit, régulant à bon escient les contraintes institutionnelles).

Cette communication cherchera donc à montrer l'originalité les enjeux de la philosophie personaliste dans le contexte de mondialisation et de tension entre individualisme et communautarisme. Redonnant à l'économie ses lettres de noblesse, en le liant au spirituel et au politique, le personalisme affirme le primat de la personne sur les nécessités matérielles. En cela, il a bien été une « matrice » (Paul Ricœur) qui a inspiré aussi bien les travaux de François Perroux que ceux d'Henri Bartoli.

VENDREDI 22/6/12, 9H, BOULANGERIE :

LES MODES D'ACTION INDIVIDUELS ET COLLECTIFS. SESSION 1

BEVANT, Didier / CIAPHS – Université de Rennes 1 : « Territoires, dynamiques sociale et économique, selon L.-J. Lebreton ».

Notre communication est centrée sur l'analyse des territoires développée par L.-J. Lebreton. Nous présenterons un point de vue d'économiste, en confrontant Lebreton aux auteurs d'Economie et Humanisme (notamment). « Champs de forces », selon l'expression célèbre de Vidal de La Blache que reprend F. Perroux, les territoires sont le lieu concret des échanges, conflits et projets des acteurs. Ils permettent d'aborder l'action humaine sous un angle plus complexe que celui des seules transactions des marchés, en quelque sorte de les « ré-encadrer » (cf Polanyi) dans leur environnement et leurs contraintes institutionnelles, culturelles, sociales. On sait que les auteurs du courant Economie et Humanisme ont fréquenté l'œuvre de Marx, pour comprendre la question de la lutte des classes et de ce que Toynbee (une des références de Perroux) appelait le risque de « schisme social » (poids du « prolétariat intérieur »). On pourrait solliciter cette référence pour éclairer certaines oppositions apparentes entre les auteurs, par exemple précisément Perroux (les « pôles » ouverts sur l'international) et Lebreton - qui croit à la possibilité d'un aménagement et d'une capacité à l'autonomie partielle de territoires restreints. En fait, il s'agit davantage ici, sous l'apparence d'une antinomie difficilement soluble, du développement de deux plans d'analyse qui couvrent un champ global, les forces qui poussent à la polarisation des activités et des ressources s'équilibrant sous réserve d'une action volontariste d'aménagement des territoires (rural, régional, urbain).

1. Le travail de Lebreton peut s'analyser tout d'abord comme la recherche d'une cohérence « ascendante », du local au global. Son raisonnement constitue un écho singulier de celui d'un auteur plus que critique face à Marx : P.-J. Proudhon. On se demandera dans quelle mesure le raisonnement qui conduit de la collectivité locale à la communauté internationale renvoie implicitement (et peut-être involontairement) à l'idée que Proudhon développait de la construction d'une fédération européenne. L'union de « l'atelier » (coopératif) et de la commune constitue l'unité territoriale de base. Les unités de base se fédèrent progressivement jusqu'à l'échelon européen, ce qui correspond en apparence à l'ordre pyramidal qui s'instaurerait, du local à la nation et au groupe de nations selon Lebreton. Proudhon, on le sait, ne résout pas le problème des affrontements concurrentiels à mesure que se développe le champ du marché des « ateliers ». Notons que Lebreton estime que « les communautés territoriales doivent se subordonner les divers groupements professionnels », en particulier lorsqu'il s'agit des besoins de base des collectivités. L'observation des pays en développement joue bien sûr un rôle essentiel dans la formation de sa pensée. Pour les pays développés, on peut y voir un écho de la corporation comme organisation collective de la production et des ressources (cf *Capitalisme et communauté de travail* de F. Perroux, Sirey, 1938).

2. L'aménagement du territoire joue un rôle important dans la construction de la cohérence territoriale. Le pouvoir central laisse autant d'autonomie que possible aux collectivités décentralisées. Celles-ci ont

un pouvoir d'expérimentation dont S. Mill recommandait le développement (*De la liberté*, 1859). Il ne s'agit plus de l'organisation du « pré carré » cher aux auteurs des XVII^e-XVIII^e siècles, mais d'un maillage des territoires où les équipements jouent un rôle important dans la satisfaction des besoins humains. Tous les équipements ne peuvent être standardisés, correspondant au caractère local.

3. *L'enquête* sur les ressources et besoins des populations ne se limite pas aux besoins d'accès à des équipements (qui, au demeurant, ne peuvent être dissociés de leur « contenu » : exemple des écoles et lieux de culte). L'étude des manuels d'enquête proposés par Lebret (pour le rural, l'urbain, le niveau régional) montre un souci d'identifier les milieux humains, les relations sociales et leur densité, les oppositions culturelles et politiques apparentes (importance de la référence militante au monde ouvrier, quartiers bourgeois, imprégnation chrétienne, etc.). De manière très caractéristique, il est question des « tares et besoins » en matière d'équipements, d'urbanisme, de circulation, etc. Les « tares sociales » de la vie urbaine renvoient aux tensions sociales, à la faiblesse des rapports de voisinage, à la difficulté de certaines familles à satisfaire leurs besoins de base, etc. (*Guide pratique de l'enquête sociale, t.III, L'enquête urbaine – l'analyse du quartier et de la ville*, PUF, 1955). Nous ferons ici le lien, à la fois avec un débat déjà très présent dans les années 1930 sur les « droits urbains » (cf. Giraudoux) et avec l'analyse des limites de la politique contemporaine de la ville. Singulièrement, la nomenclature en apparence datée de Lebret trouve un écho dans la caractérisation des zones urbaines dans lesquelles les droits urbains sont peu ou mal assurés.

GEISTDOERFER, Alette / MNHN : « Un système de représentation des pêcheurs et des pêches maritimes françaises ? De nouveaux modèles de pensée ? »

Louis Joseph Lebret entrecroise deux démarches, celle d'un "sociologue" et celle d'un adepte particulier de la doctrine sociale de l'Eglise catholique, pour devenir un acteur politique dans le secteur des pêches maritimes en France. Il constate la *misère* - des marins pêcheurs et une *désorganisation* du secteur des pêches ; il identifie un système économique en partie responsable de ces situations. Tels sont les trois secteurs qu'il est décidé de « faire changer ». Il s'engage, dans ce qui un « combat », pour créer les outils intellectuels pour permettre des changements politiques.

Anthropologue, nous poursuivons des études sur les relations entre marins pêcheurs, organisations professionnelles, programmes politiques, économiques de gestion des ressources marines (plus particulièrement la grande pêche à Terre-Neuve, hier et aujourd'hui). Nous étudions le rôle politique de Louis Joseph Lebret dans la « transformation » de l'organisation socio-économique du secteur des pêches, entre 1930 et 1960.

Nous voulons, ici, mettre en évidence les systèmes de représentation qu'il a des pêcheurs et des pêches :

1. Par l'analyse des notions, des idées sur lesquelles il construit les outils qu'il veut utiliser pour intervenir, ou faire intervenir, en vue d'une réforme des pêches, laquelle doit déterminer une évolution sociale,

2. Par l'analyse des effets de ces « outils », non seulement sur l'organisation sociale, économiques et politique des pêcheurs et pêches, mais aussi sur les « modes de pensée et d'agir » de différentes catégories sociales.

Homme de terrain, le premier outil construit par Louis Joseph Lebret est l'organisation d'un enseignement, d'une éducation, d'une formation, d'une transmission de ses analyses, en vue de former de futurs responsables locaux pour qu'une réorganisation sociopolitique des pêcheurs soit réalisable ... mais aussi l'aide aux pêcheurs lors de conflits. Il propose des outils fondés sur des notions comme le "bien commun", applicable aux professions maritimes, le corporatisme, principe de base des futurs "comités professionnels spécialisés" et d'un syndicat maritime, éléments d'un régime économique « nouveau », original, appelé « économie humaine ».

Louis Joseph Lebret veut placer ses analyses, ses enseignements et ses propositions (intellectuelles et politiques) hors des idéologies dominantes (même de celle de l'Eglise) et des régimes politiques en place et nouveau (capitalisme, communisme). Ces notions sont la concrétisation, la matérialisation, la synthèse de courants de pensée dont Lebret est le diffuseur. Nous mettons en évidence les « signifiés », les signifiants pouvant être modifiés, de ces notions, en expliquant, pourquoi durant une période politiquement et économiquement bouleversée (à plusieurs reprises), au travers des changements sociotechniques, différents régimes politiques, systèmes économiques, plusieurs de ses propositions politiques prennent corps et pourquoi ce courant de pensée et ses outils politiques peuvent aujourd'hui être d'actualité.

Pour écrire partie d'une réforme des pêches maritimes, aujourd'hui, différents groupes d'acteurs, des organismes professionnels, des chercheurs scientifiques, des membres d'associations de différentes

natures et des acteurs politiques, utilisent plusieurs notions construites par sous des formes « nouvelles » : filière pêche, organisation de producteurs, Comité départementaux des pêches, par exemple.

Pour réformer les pêches et améliorer la situation sociale des pêcheurs, Louis Joseph Lebreton a-t-il créé de nouveaux « modèles » de pensée et donc de nouveaux outils politiques ?

GLEMAIN, Pascal / CIAPHS – ESSCA : « L'économie du microcrédit social : une conception humaine « à la Desroche » et « à la Perroux » de la micro-économie bancaire solidaire ? »

Le microcrédit « versant commercial », tel qu'il est envisagé dans les Pays en Développement par le modèle de la *Grameen Bank* de M.Yunus, est un phénomène de groupe de prêt. Le microcrédit personnel tel qu'il est considéré dans son versant « social » dans les Pays Développés, concerne lui l'homme aux sens que lui a conféré F.Perroux, à la fois en tant qu'individu et de personne. En effet, dans le cadre de la *disqualification monétaire* (Glémmain-FIMOSOL, 2009, 2011) à laquelle il est soumis, l'homme-individu en exclusion monétaire est poussé à un repliement sur soi, donc à une exclusion sociale. Le microcrédit personnel interviendrait alors comme un outil qui permette de redonner vie à l'homme-personne « ouvert à autrui et au monde ». Pour valider cette hypothèse, non seulement il convient de comprendre la dimension économique spécifique des bénéficiaires du microcrédit personnel garanti. Mais, en outre, il faut les étudier dans leur « milieu », comme des « personnes situées » (Zaoual, 20042). Pour ce faire, nous avons à conduire une analyse « Sur » et « Pour » qui nous ramène à la méthodologie de la recherche coopérative, précisée par Desroche au début des années 1980.

H.Zaoual définit le « site » comme : « le pont établit entre l'individu et la société dans laquelle il évolue ». Par « recherche-action », Desroche (1982, p.39) entend : « une recherche dans laquelle les auteurs des recherches et les acteurs sociaux se trouvent réciproquement impliqués : les acteurs dans la recherche, les auteurs dans l'action. A la limite, ces deux rôles tendent même à s'identifier dans une seule et même instance d'opération ».

Au terme de la phase d'expérimentation du microcrédit social en France engagée par la loi Borloo de 20053, la question se pose aujourd'hui de l'institutionnalisation d'un nouveau dispositif de cohésion sociale dans le cadre d'une nouvelle « économie politique » qui « d'une part, traite les relations de l'homme avec les choses et avec d'autres hommes et qui, d'autre part, doit saisir l'activité humaine dans toute sa richesse » (Barre et Teulon 1997, p.58). Par conséquent, s'intéresser au microcrédit personnel c'est accepter : « deux conceptions alternatives de la pauvreté faisant respectivement appel aux notions de **niveau de vie** et de **droits minimaux** » (Moyes 2009, 169) que nous avons traduit dans les indicateurs de : reste-à-vivre et, de droit minimal d'accès aux services bancaires de base.

Dès lors, il convient d'étudier la méthodologie de la recherche-action en micro-économie bancaire solidaire dans le cadre d'une recherche coopérative : alliance de recherche « pure » et d'éléments de préconisations dont ont besoin les politiques publiques, au service de l'homme à la fois individu et personne. Si Desroche (1982, p.43) y voit un passage de la « sociologie à la sociopraxie », ce qui nous intéresse ici, semble-t-il, c'est bien : Une recherche « SUR » (explication) et/ou « POUR » (application) et/ou « PAR » (implication) l'action. Dès lors, nos « sujets » deviennent des « parties prenantes » d'une recherche plus ou moins participative (*participatory research*) liant *a priori* « SUR » et « POUR ».

Cette loi envisage un Plan de Cohésion Sociale en créant un Fonds de Cohésion Sociale, animé par la CDC, pour garantir les expérimentations locales de microcrédit personnel pour le financement de la mobilité, du logement, de la cohésion familiale, en particulier sur la base d'un crédit de 3000 euros maximum, sur trois ans. « SUR » signifie que l'action étant ce qu'elle est, nous cherchons à comprendre les causes dont elle est l'effet, nous sommes dans la lignée de nos précédents travaux collectifs (FIMOSOL, 2009-2010), et individuels (Caire, 2010 (Région Poitou-Charentes) ; Glémmain, 2010 (expertise groupe BPCE)). Mais, le « SUR » signifie aussi (Desroche 1982, p.50) que l'action « étant ce qu'elle projette d'être, il convient de savoir quels sont les effets dont elle serait la cause ? ». A titre d'exemple, en Economie du Travail, on s'interroge aujourd'hui sur les effets d'une politique sociale de microcrédit personnel pour pallier la privation d'accès à la monnaie-flux.

« POUR » suppose que nous précisions les territoires d'actions, de projets, de représentations sociales du microcrédit personnel garanti, afin de pourvoir à une analyse socioéconomique des politiques de « *social banking* » à mettre en œuvre. Cette combinaison du « SUR » et du « Pour », nous conduit au sens de Desroche (1982, p.52) à une véritable « recherche participative appliquée », dans la mesure où nous étudions des acteurs (demandeurs et offreurs de microcrédit social) à la fois bénéficiaires potentiels des dispositifs publics et/ou coopératifs locaux, et que l'on conduit une recherche sur eux supposant une recherche fondamentale transdisciplinaire en amont.

Desroche (1982, p.59) : « *ce qui importe, c'est la nature de la coopérativité entre le ou les auteurs de recherches, et le ou les acteurs de l'action* ». Mais, nous avons à conduire une « *analyse de la coordination économique en situation d'incertitude* » (Salais 1998, 256), donc de compréhension de l'action collective dont relève les dispositifs locaux de MPG relativement aux problèmes d'engagement, d'efficacité, et d'équité qui lui sont inhérents. Nous sommes bien à la recherche d'un **bien commun** : « *la possibilité pour les individus de mener à bien leurs projets de vie* » (Salais 1998, 257).

Le microcrédit personnel garanti deviendrait-il alors cette institution comprise comme participant d'une certaine action publique ? Cette recherche-action coopérative dont nous cherchons à préciser les fondements méthodologiques, nous amène à considérer la démarche participative (*dynamismes humains* de F.Perroux) en appui au développement *socialement soutenable*, telle qu'elle a été empruntée pour modéliser l'accompagnement par ComMod (*Companion Modelling*) (Etienne, 2010). Le collectif ComMod (2010) est parti d'un constat, selon lequel : « *Le développement durable et sa traduction en terme de participation des acteurs locaux au choix d'avenir des territoires, dans lesquels ils vivent ou travaillent sont devenus des sujets d'actualité. Mais le sens donné à ces deux termes développement durable est si variable et si controversé qu'un minimum de méthode s'impose pour mettre en place des démarches participatives autour de la gestion durable des ressources naturelles renouvelables. La modélisation d'accompagnement est une parmi d'autres. Elle tire son originalité de l'implication récurrente des acteurs dans sa mise en œuvre, du recours à des modèles comme moyens de représentation des enjeux en discussion et de l'importance donnée à l'interprétation collective des sorties de ces modèles* ».

Ce papier de recherche devrait nous permettre de mieux envisager les fondements théoriques de l'économie du microcrédit social dans le cadre d'une Economie Humaine « à part entière ».

PONTUAL, Virginia / Universidade Federal de Pernambuco (UFPE), Brésil : « *Les réseaux Économie et Humanisme en Amérique latine : « La grande famille E.H » et « un réseau d'amitiés continental* »

Cet article porte sur la diffusion de l'idéal de l'Économie Humaine, objectivé dans l'action de Louis-Joseph Lebreton en Amérique Latine. Il verse sur la formation des réseaux politico-institutionnels et les pratiques urbanistiques réalisés au moyen de cours, conférences et d'études urbaines et régionales, sous une perspective comparative et interprétative.

Dans ces études, le but c'était de présenter la faisabilité du développement, fondée sur une méthode sociologique et aussi sur des principes religieux attachés à la démocratie chrétienne.

Avec la libération de la France, le mouvement catholique français a subi des changements dans sa conjoncture politique et ceux-ci étant associés aux crises au sein du Mouvement Économie et Humanisme (MEH) des années 1949-1950 (le licenciement de Henri Desroche et les crises financières) l'ont conduit à faire une révision de la conception de l'engagement axé sur une vie communautaire pour ensuite adopter, comme prioritaire, un projet scientifique et de formation technique. L'internationalisation du MEH vient à la rencontre de ces changements, suite à des réunions de la direction centrale en 1946, quand on a décidé de créer une structure consacrée à l'articulation des mouvements démocratiques chrétiens de l'Europe, celle-ci étant nommée : Nouvelles Equipes Internationales (NEI). Postérieurement cette structure a été répandue en dehors du continent Européen avec la fondation de groupes locaux en Amérique Latine, en Afrique, en Asie et dans le Moyen Orient. La perspective était celle d'élaborer une pratique du développement appuyée sur un réseau international de spécialistes qui serait aussi le support de l'action de l'Économie et Humanisme.

En 1947 Lebreton est venu pour la première fois en Amérique Latine où il a séjourné du mois d'avril au mois d'août. À cette occasion il a connu le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine et le Chili en y établissant des contacts avec des étudiants, syndicalistes, autorités professionnelles, religieuses et gouvernementales avec le but de divulguer le MEH. Parmi les contacts et actions mis en place, il faut mettre en relief les cours, les conférences, les études techniques et la fondation d'institutions comme le *Centro latinoamericano de economia humana* (CLAEH) à Montevideo et la *Sociedade de análise gráfica e mecanográfica aplicada aos complexos sociais* (SAGMACS) à São Paulo. Lebreton revient sept fois en Amérique Latine entreprenant des articulations politiques et en effectuant des travaux techniques dont le légat peut être apprécié par l'observation de sa trajectoire et de celles des membres des groupes locaux.

La conception de ce qui était l'Économie Humaine est explicitée dans les articles écrits par Lebreton dans la Revue Économie et Humanisme, notamment celui intitulé L'ordre communautaire, principes d'une économie humaine, avec Jean-Marie Gatheron, en 1943. La lecture des exemplaires de la dite Revue nous révèle l'existence d'articles sur l'économie de l'Amérique Latine depuis ces premières éditions, ce qui montre que Lebreton avait des connaissances préalables avant d'y apporter. Nous avons aussi retenu la Lettre aux américains avec comme un document très important pour l'appréhension de sa

compréhension. Telle lettre a été rédigée par lui lors de son retour en France, ensuite parue dans la Revue Economie et Humanisme, encore en 1947. Lebret y a décrit son effarouchement face à la famine, la misère et au sous-développement économique de l'Amérique Latine, ce qui indique qu'il a changé ses connaissances préalables. Il faut dire qu'à ce moment, le concept de sous-développement/développement faisait part de l'agenda des économistes et sociologues et les conceptions de Lebret ont constituées l'une de lignées de la pensée sociale présente en Amérique Latine.

Les études réalisées sur le MEH, la pensée et l'action de Lebret contiennent de substantielles contributions en France et au Brésil à partir desquelles nous avons conçu la réflexion ici présentée. Parmi ces contributions il est pertinent de citer, au Brésil : Celso Lamparelli, Maria Cristina da Silva Leme, Licia Valladares et Michelly de Ângelo ; en France : Denis Pelletier, Lydie Garreau et Paul Houée ; et aussi les articles du Cahier *Les Amis du père Lebret*. On y ajoute encore les documents retrouvés en France et au Brésil, principalement dans le Centre d'Archives Contemporaines, Fontainebleau, Fonds Lebret et Delprat.

Il y reste explicité l'argument selon lequel les réseaux politico-institutionnels créés en articulation avec les pratiques urbanistiques montrent que l'intervention de Lebret en Amérique Latine a eu pour objectif la dissémination du projet scientifique, la formation de groupes d'action professionnelle et dans l'articulation du mouvement démocratique chrétien quoique la conception d'économie humaine peut être prise en considération dans le cadre d'une gamme d'interprétations parmi laquelle on y trouve l'utopie.

VENDREDI 22/6/12, 11H, PRESSE :

DES CONCEPTS POUR AUJOURD'HUI ? SESSION 2

AMAROUCHE, Ahcène/ École Nationale Supérieure de Statistiques-ENSSEA (Alger) : « *L'occultation du surplus dans les dérives actuelles de l'économie libérale : du mensonge théorique au « mensonge social »*¹¹

La science économique a un bien étrange complexe : née de la philosophie morale qui avait préparé le changement de l'ordre social et politique dans l'Europe des XVII-XVIII^e siècles, elle n'a eu de cesse de renier ses origines en cherchant constamment à prendre ses distances avec les sciences morales et politiques. C'est peut-être la faute d'Adam Smith qui, après avoir enseigné la théorie des sentiments moraux, en est venu à jeter les bases d'une science qui traite des actions humaines d'où l'homme concret est exclu, où la dualité finalité/éthique est supplantée par la dualité causes/effets.

Aussi a-t-elle de fortes réticences à conceptualiser certaines situations proprement humaines – et à employer à leur endroit les termes adéquats pour en rendre compte : richesse-pauvreté, conflits-solidarités, injustice-équité, exploitation/coopération etc., bref, des termes qui renvoient à la matrice mouvante des rapports sociaux (et donc aussi à leur historicité) en même temps qu'à la condition humaine, irréductible à la conscience de soi de l'individu qui ne se reconnaît pas dans autrui¹².

De même sont bannies les analyses qui suggèrent trop explicitement la dimension humaine des actions de l'homme – c'est-à-dire les choix qu'il est amené à faire envers ou contre ses congénères dans le rapport conflictuel ou solidaire qui le lie à eux à l'intérieur de la Cité (ou hors de la Cité maintenant que la Terre entière est devenue un village planétaire). Pourtant, la *science économique* ou l' *Économique* (on récuse à présent l'expression classique d' *Économie politique* pour sa proximité originelle avec les sciences morales et politiques qu'elle évoque en renvoyant à la Cité) est définie comme la science des choix ; choix qui n'ont plus guère de dimension sociale (donc politique) – non plus que sociétale, donc morale – mais seulement une dimension psychologique (encore que la psychologie aussi en soit réduite à une sorte de rationalisation pavlovienne des comportements humains) : il s'agit pour l'individu de prendre option pour des biens qui lui procurent le plus grand nombre d'utilités pour un même quantum de peines. Dans l'ordre marchand « qui se définit par *élimination* des hommes eux-mêmes, de leurs *inégalités* en besoins et en pouvoirs » (Perroux, 1960, p.71), l'univers *mathématisable* du social se présente dès lors comme le lieu où « la conduite de chaque sujet est parfaitement et nécessairement

¹¹ Perroux (F), *Economie et société, contrainte – échange – don*, Ed. PUF, 1960, Paris.

¹² « Il [l'individu] ne peut prendre conscience de sa condition d'homme sans la reconnaître dans la même démarche en chacun de ses semblables », Perroux (F), *Le pain et la parole*, Ed. du Cerf, 1969, p. 39.

compatible avec celle de tous les autres » (id. p.70) ; chacun des sujets étant un élément, interchangeable d'avec tous les autres, de l'équation dont le résidu est égal à zéro.

L'illusion théorique de l'interchangeabilité est rendue possible par l'occultation du surplus (plus-value, profit, rente) que la comptabilité en partie double révèle pourtant partiellement – et mystérieusement – en la forme de bénéfice ; lequel se résout en grande partie en dividendes, maintenant que l'économie de patrimoine est en passe de se substituer à l'économie de production dans un capitalisme mondial financiarisé.

Moteur de la croissance, quand il est investi productivement, le surplus n'en a pas moins un rôle de premier plan dans la déshumanisation de l'économie ; tant du point de vue de sa production (quand dans sa logique il pousse jusqu'à l'absurde le productivisme et aboutit à un gaspillage non seulement des ressources de base, mais aussi des produits – cf. le déversement de lait dans les rivières en période de surproduction), que du point de vue de la consommation (quand il se traduit en des inégalités de revenus telles que les capacités d'absorption des uns sont complètement et durablement saturées tandis que d'autres n'ont pas même le minimum en produits alimentaires et autres produits de base pour survivre).

L'économie déshumanisée est-elle une fatalité ? Certes non ! Nous voudrions apporter par cette étude du rôle de l'occultation du surplus dans les dérives actuelles de l'économie libérale notre contribution au réinvestissement de la pensée critique d'hier dans l'analyse des réalités d'aujourd'hui.

BERAUD, Philippe / CIAPHS-Télécom Bretagne & **CORMERAIS**, Franck / MICA- Université de Bordeaux 3 :
« *Création collective et prospective chez François Perroux : une relecture critique pour entrer dans le XXI^e siècle* »

En fondant la création collective sur une définition des ouvrages et des œuvres qui incarnent la « production de l'homme par l'homme », Perroux contribue à extirper le plan des visions réductrices nées du déterminisme économique et du primat de la mesure. Cette vision émancipatrice permet alors de représenter le plan à la fois comme un instrument, un moment et un garant du processus de création collective, entendu lui-même comme principe, condition et finalité de la reproduction anthropoïétique, ouvrant sur une « société du plein développement humain ». Bien entendu, cette évolution s'affirme seulement en tendance dans le plan, et Perroux montre bien que de nombreux facteurs viennent en contrarier la réalisation.

L'entrée dans l'économie du XXI^e siècle fait résonner avec une acuité particulière les propositions de François Perroux sur la création collective et la prévision, en marquant le recul du projet d'économie discutée, une économie politique au service « de tout l'homme et de tous les hommes », témoignant de l'écart grandissant entre les attentes déçues de la « production de l'homme par l'homme » et les fondements renouvelés d'une « production de la chose contre l'homme ». Ce double retournement prend un relief particulier, à la mesure du caractère souvent excluant ou déséquilibrant des transformations de toutes nature, économiques et techniques, mais aussi politiques et géopolitiques, conjuguées à un bouleversement des représentations sociales et des cadres culturels, qui accompagnent la mondialisation. La domination du temps mondial à travers les échanges, la production et les investissements, la réorganisation des processus de travail et la privatisation de la décision publique obligent les sociétés à s'adapter aux conditions de la globalisation primitive du capital. Les effets de déterritorialisation permanente qui l'accompagnent, participent à renforcer « la production de la chose contre l'homme », en remettant en cause les solidarités construites localement entre l'activité, le territoire et la communauté.

Cependant, des tentatives en vue de renouer avec une économie concertée, une économie de programmes, fondée sur le dialogue et la prise en compte des coûts de l'homme, se font jour au sein des sociétés civiles et parmi certains gouvernements, ainsi qu'à l'intérieur d'institutions et d'organisations internationales. En témoigne la recherche de nouvelles grilles de lecture, qu'il s'agisse de l'élaboration des concepts d'une économie politique irriguée par les sciences humaines et sociales, de la mise en œuvre d'une prévision soucieuse des contraintes du développement durable, ou encore, de la construction d'indicateurs sociétaux permettant de dépasser le réductionnisme économique qui est à l'origine notamment de la confusion entre croissance et développement, dont Perroux avait pris soin à plusieurs reprises de distinguer et de définir les termes.

A ce titre, nous souhaiterions montrer, dans cette contribution, de quelle manière les interprétations de François Perroux liées aux fonctions de la prospective peuvent être articulées aujourd'hui aux perspectives méthodologiques que cette économie politique tente d'ouvrir et de mettre en œuvre, face aux apories de la théorie économique dominante et à l'insuffisance des instruments de mesure. La présentation critique des travaux de Perroux sur le plan et la prévision permettra, dans les deux premières parties de la contribution, de faire émerger les relations fortes entre industrialisation,

planification et création collective. L'objectif demeure bien de reprendre l'interprétation de Perroux sur ce que devrait être la participation du plan au processus de création collective.

Cette approche contribuera à mieux appréhender, dans une troisième partie, les implications d'une grille de lecture qui institue la prospective sociétale comme principe d'évaluation et de délibération collectives, portant aussi bien sur l'investissement et les conditions de production, l'échange et la répartition, que sur le travail et l'entreprise ; un principe qui transforme le développement durable en une économie politique de la durée, fondée sur un contrat sociétal et sur la solidarité intergénérationnelle ; enfin, un principe qui contribue à redéfinir les méthodes et les instruments de mesure de la création collective. En tant que prospective sociétale, la mise en œuvre de cette démarche délibérative ouvre sur une économie de programmes qui permet de retrouver le sens des propositions de François Perroux.

EHRHART, Christophe & MARECHAL, Jean-Paul/ CIAPHS-Université de Rennes 2 : « Crise du développement et économie de l'homme : la nécessité renouvelée d'un « nouveau développement »

Cette proposition s'inscrit essentiellement dans le cadre de l'axe 4 « Développement, progrès, utopie ». Il s'agira de mettre en évidence, comment la pensée de François Perroux, aussi bien dans sa dimension critique que propositionnelle, peut s'avérer féconde pour penser certains défis économiques auxquels nos sociétés sont désormais confrontées. On verra comment François Perroux a été précurseur de nombreux travaux qui, tant dans le champ du développement que dans celui du développement durable, se sont succédé depuis les années 1960.

L'objectif de cette contribution est donc de montrer que les concepts novateurs de progrès, d'économie progressive, ou encore, entre autres, de développement élaborés et utilisés par François Perroux peuvent non seulement être mobilisés pour comprendre les enjeux actuels en matière de développement mais peuvent également servir de base à des recommandations de politique économique et sociale visant à aboutir à un développement global, endogène et intégré, c'est-à-dire un développement axé sur les êtres humains.

Deux grandes parties structureront notre argumentation : dans une première partie, nous rappellerons les principaux apports critiques de Perroux qui fondent son approche intégrée, globale et endogène du développement dont l'objectif affirmé avec force est d'améliorer le sort des hommes, et qui nécessite pour sa réalisation, une coexistence équilibrée, en tant que partenaires dans ce projet de société, entre les acteurs publics et privés. Dans une seconde partie, nous analyserons certains défis majeurs de l'économie du XXI^e siècle (la réalisation d'un développement centré sur l'homme et plus respectueux de l'environnement ; l'atteinte d'une croissance progressive, plus favorable aux pauvres ; la recherche d'une relation de complémentarité entre Etat et marché dans des stratégies de développement fondées sur les conditions locales, spécifiques des nations étudiées) à la lumière (d'une version adaptée à notre temps) de *L'économie du XX^e siècle*, en insistant sur le fait que « *le bien-être et la qualité de la vie constituent la mesure la plus importante dans la réussite du développement* » (PNUD, 2011).

GERARDIN, Hubert et POIROT, Jacques / BETA-CNRS Université de Nancy 2 : « L'activité économique comme création collective dans l'optique perrouxienne : actualités et perspectives. »

F. Perroux a considéré que la production et l'innovation relevaient de la création collective, remettant ainsi en cause de nombreux principes qui constituent le fondement de certaines institutions de notre société, qu'il s'agisse, par exemple, de la répartition des revenus ou du système des brevets destinés à protéger les innovateurs. Dans cette communication, nous analyserons les différents aspects contemporains de l'activité économique en tant que création collective, telle que l'avait imaginé Perroux, qu'il s'agisse de l'organisation de la production dans le cadre des économies mondialisées ou de l'innovation dans toutes ses formes, organisationnelle, technique, scientifique. Nous rechercherons les facteurs, notamment technologiques ou institutionnels, comme le développement des activités en réseaux, qui ont contribué à transformer en création collective des domaines de plus en plus larges des économies contemporaines. Pour faire cette proposition, nous nous inspirons des analyses suivantes menées par François Perroux :

F. Perroux a joué un rôle précurseur en soulignant que la production et l'innovation étaient des créations collectives, tant au niveau de l'entreprise que de la nation. Le caractère collectif de ces activités résulte de l'existence d'économies externes, qui rendent, selon les termes de cet auteur, « *à peu près impossible d'isoler un produit et un profit de la firme qui serait rigoureusement et exclusivement le sien, à plus forte*

raison d'imputer ce produit aux activités des seuls collaborateurs de la firme et ce produit aux seules décisions du chef de firme » (Perroux F., 1961, 3^{ème} édition augmentée 1969, *L'économie du vingtième siècle*, PUF, Paris, p.426). Le processus d'innovation est aussi un processus de création collective : « le mode collectif de la création économique surgit de l'observation des sociétés contemporaines » (*Ibid.*, p. 716) soulignait F. Perroux.

Dans ce processus, l'État et ses administrations publiques jouent un rôle important : « la recherche scientifique et technique organisée par l'État prolonge ou supplée la recherche scientifique et technique organisée par les grandes entreprises et leurs groupes. L'information scientifique et technique ne se répand pas seulement par les canaux du marché, mais par des centres de productivité publics ou mixtes ». L'innovateur n'est plus, pour F. Perroux, celui qui est capable « de faire du nouveau », mais celui qui se montre le plus efficace « pour acquérir les meilleurs techniciens, trier à leur bénéfice les innovations possibles, obtenir les alliances politiques ou administratives qu'il faut » et pour cela, il doit disposer « des capacités et des compétences du politicien, peut-être même du politique » (*Ibid.*, p.716).

VENDREDI 22/6/12, 11H, BOULANGERIE :

LES MODES D'ACTION INDIVIDUELS ET COLLECTIFS. SESSION 1

DA SILVA, Didier / Sciences Po Paris : « *Le personalisme, une espérance raisonnable : personalisme, utopie, démocratie* »

Le philosophe Jean Lacroix, compagnon de route d'Emmanuel Mounier, et exégète éclairé du personalisme communautaire, publia en 1972 un ouvrage intitulé « Le personalisme comme anti-idéologie »¹³. De fait, le personalisme, philosophie mais pas système [Mounier, 1949, 8], élaboré et vécu comme une forme d'humanisme radical¹⁴, ne s'inscrit pas dans un schéma politique partisan guidé par une exigence de résultat immédiat et, le « Court XXème siècle », celui des extrêmes, pour reprendre Eric J. Hobsbawm¹⁵ qui l'a bien démontré, illusoire. Alors ? Les conditions de fondation d'une éventuelle *Cité personaliste*¹⁶ sont difficiles et exigeantes, mais elles ne sont pas hypothétiques : elles s'imposent à ceux qui, dans leurs volontés de changer les choses, veulent les changer vraiment, au-delà de l'indignation première, puisque « les discours moraux sont responsables des positions moyennes et des médiocrités de l'action »¹⁷.

Dès lors, l'utopie personaliste apparaît bien différente des utopies du XXème siècle, en ce sens qu'elle appelle d'abord à une conversion intérieure et intime, puis met en garde contre les difficultés de l'action et de l'engagement, ce dernier étant « le maître intérieur » ultime. Le personalisme communautaire ne fraie pas avec les lubies et les effets de manches oratoires : dans une espèce de dépassement de soi, ténu et complexe, il fait grandir et structure la Personne, placée au cœur du projet global personaliste. Dès lors, le personalisme, considéré comme « utopie structurante », espérance se confondant avec utopie, peut-il encore dire quelque chose, au regard de la crise de la démocratie actuelle.

Le personalisme pensé par Emmanuel Mounier dans le contexte des années 1930, à la suite de la Grande Crise de 1929, en s'inscrivant dans ce que Jean-Louis Loubet del Bayle qualifia de « non-conformisme »¹⁸, ne pouvait déjà plus, au moment même où il fut élaboré, être traité comme un concept philosophique classique, et politiquement pensable dans le cadre habituelle de l'histoire des idées. Le personalisme, en temps qu'intuition fondamentale, en tant que jaillissement¹⁹, pour reprendre Mounier lui-même, demeure intemporel, réutilisable et ré-ajustable à volonté, en fonction des époques et des périodes de crises et de doute, qu'elles soient morale, économique et politique. Il ne peut aujourd'hui être requis que par des « hommes de bonne volonté » qui accepteraient de faire deux types de sacrifices. Ces sacrifices sont définis comme tel car ils vont à rebours des postures habituels et, hélas, caricaturales et banales de l'homme politique actuel. Ces sacrifices sont des conditions nécessaires et obligatoires, et ne tolèrent aucune tergiversation.

¹³ Lacroix, J., *Le personalisme comme anti-idéologie*, Presses universitaires de France, Paris.

¹⁴ Triest, V. [2000], *Plus est en l'Homme, le personalisme vécu comme humanisme radical*, PIE-Peter Lang, Bruxelles.

¹⁵ Hobsbawm, E. J. [1999], *L'Age des extrêmes. Histoire du court XXème siècle*, coédition Complexe/Le Monde diplomatique, Bruxelles.

¹⁶ Collot-Guyer, M-T, [1983], *La cité personaliste d'Emmanuel Mounier*, Presses universitaires de Nancy, Nancy.

¹⁷ Mounier, E., [1968], *L'engagement de la foi*, Editions du Seuil, Paris.

¹⁸ Loubet del Bayle, J.L., [1969], *Les non-conformistes dans les années 1930, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, éditions du Seuil, Paris.

¹⁹ Mounier, E., *Révolution personaliste et communautaire*, in *Oeuvres complètes*, tome 1, éditions du Seuil, Paris.

Dans un premier temps, renoncer à l'enflure de l'ego. Charles Péguy déjà, dénonçant les orléanistes de son époque, pointait du doigt ceux qui étaient devenus les « capitalistes d'eux-mêmes », rentiers à vie de leur propre situation²⁰. Dans la neuvième série des Cahiers de la Quinzaine, la sentence péguyste est sans appel, « les âmes turpides vont aux turpitudes ; les âmes serviles vont aux servitudes »²¹. Cette révolution intérieure, personnelle, d'inspiration éminemment paulinienne, donc exigeante, appelle des changements de société plus larges, associations, syndicats, partis, etc. Mais oblige à penser autrement sa vie qu'en terme « bourgeois »²².

Dans un deuxième temps, penser le raisonnable et le bien commun. La lecture d'*Histoire et Utopie*²³, de l'essayiste E. M. Cioran est éclairante pour celui qui chercherait dans le personnalisme une ressource et du courage face au désenchantement actuel, puisqu'il se situe à l'exact opposé de ce que Mounier, pourtant de la même génération²⁴. Cioran est convaincu de l'impossibilité pour l'Homme de vivre en société, les guerres et les vagues puissantes de l'Histoire vérifiant cruellement cette hypothèse de départ. Cioran part du principe que le régime démocratique a un vice, celui de permettre au premier venu de viser au pouvoir et de donner libre carrière à ses ambitions, où pulluleraient les fanfarons et les discutailleurs cyniques [Cioran, 1960, 1014].

A cela, Mounier oppose une vision responsable et juste de la « convivance », et repense ainsi le Bien commun, envisageant la construction, patiente, fragile, et à jamais en élaboration, d'une Cité personnaliste et communautaire (Collot-Guyot, 1983 : 349). Pour Mounier, « l'histoire humaine, ou plus concrètement le destin commun de l'humanité sont-ils des valeurs pour un monde de personnes ? Si les personnes ne sont que des libertés jaillissantes et rigoureusement solitaires, il n'y a pas même entre elles *une* histoire, elles sont autant d'histoires incommunicables. Il y a *une* histoire parce qu'il y a *une* humanité. Mais si le sens de cette histoire est écrit à l'avance, il n'y a plus de liberté. S'il ne l'est pas, comment le lire avec efficacité, quand le plus informé d'entre nous, fût-il appuyé sur l'expérience d'une communauté plus large, n'en connaît que superficiellement, avec une déformation perspective, un étroit secteur ? Le pire est alors de couvrir l'histoire d'une structure toute faite ; elle y devient objet, elle ne peut plus être valeur ; fatale, elle ne peut plus être choisie et aimée. Il est, dans les partis les plus divers, une façon de présenter « le sens de l'histoire » ou le « dessein providentiel » qui rend introuvable la liberté de l'homme sous la dialectique collective. Perspective inacceptable dans un univers de personnes. L'histoire ne peut être qu'une co-création des hommes libres, et ses structures ou ses conditionnements, la liberté doit les reprendre en main ». [Mounier, 1949 : 86]. Ce trésor *incommensurable*²⁵ du bien commun, Emmanuel Mounier l'avait donc bien compris.

Le personnalisme serait donc, faute de mieux, une « espérance raisonnable », non-idéologique, libératrice et formatrice, parce que toujours en élaboration. Il ne saurait se réduire à une simple posture de résistance à l'air du temps ; il est bien plus qu'une métaphysique²⁶ : la perspective de transformation sociale voulue par le personnalisme s'inscrit dans l'action, et dans la recherche de « bonnes pratiques », politiques, syndicales, économiques, etc... Mounier a ainsi travaillé à un projet de « Déclaration des droits des personnes et des collectivités »²⁷ assez percutante (« Les droits du travail prévalent en toute circonstance sur les droits du capital. Le pouvoir économique ne peut être assumé que par le travail. Le profit économique doit rémunérer pleinement le travail responsable avant de dédommager le capital irresponsable. ») au lendemain de la Libération de Paris. L'optimisme tragique.

Voilà sans doute, à la suite du philosophe espagnol Miguel de Unamuno, une autre interprétation de l'espérance raisonnable portée et défendue par le personnalisme : utopie structurante, parce qu'il grandit les personnes en leur donnant les clés d'une conversion, difficile mais nécessaires à des changements beaucoup plus importants. Utopie structurante, parce qu'il ne cache pas que l'affrontement est incontournable lui aussi : « Exister personnellement, c'est aussi et souvent savoir dire non, protester, s'arracher. » [Mounier, 1949 : 59]. En tenant un discours d'exigence et de vérité, en ne dissimulant aucune difficulté dans l'approche personnaliste de la société, en faisant confiance aux Personnes et en se fiant à leur sens de l'engagement, bref, en ayant *foi* en elles, Emmanuel Mounier

²⁰Coutel, C., [2011], *L'hospitalité chez Charles Péguy*, Desclée de Brouwer, collection religion et Politique, Paris.

²¹Péguy, C., [1907], *De la situation faite au parti intellectuel dans le monde moderne, devant les accidents de la gloire temporel*, in *Oeuvres complètes*, La Pleiade, Paris.

²²Ellul, J., [1967], *Métamorphose du bourgeois*, Calmann-Lévy, Paris.

²³Cioran, E.M., [1960], *Histoire et utopie*, Quarto Gallimard, Gallimard, Paris.

²⁴Emmanuel Mounier est né en 1905, Cioran en 1911.

²⁵Bobineau, O., [2009], *Une société en quête de sens politique*, Desclée de Brouwer, Paris.

²⁶Ou même une mystique, pour reprendre, encore une fois, Charles Péguy...

²⁷Voir *Esprit*, 1^{er} décembre 1944, pp. 118-127.

trace les linéaments d'un « homme renaissant », d'une condition personnelle et humaine, citoyenne, engagée et généreuse... mais pas utopique.

SEMBLAT, Marie-Lise / Aster International – Université Paris 3 « De la reconnaissance de la femme comme personne chez Mounier aux femmes, actrices de développement, pour Desroche »

Dans le contexte d'avancée des droits des femmes, de l'égalité des femmes et des hommes, un phénomène de stagnation, voire de recul met au grand jour la fragilité des acquis. Les travaux historiquement situés d'Emmanuel Mounier et d'Henri Desroche nous semblent néanmoins pouvoir éclairer les problématiques actuelles.

Nous nous intéresserons plus particulièrement à la façon dont Emmanuel Mounier a traité de « la femme en son temps », celle des années précédant la seconde guerre mondiale pour qui l'espace public n'est pas encore ouvert. Nous examinerons ensuite l'approche d'Henri Desroche qui fait place aux femmes collectivement organisées comme actrices de développement, tout particulièrement dans le monde de l'économie sociale.

Dans *Le manifeste au service du personnalisme* en 1936, Emmanuel Mounier propose des orientations pour un régime personnaliste et ses « structures maîtresses » : éducation, vie privée, culture de la personne, économie pour la personne et enfin société internationale et interr raciale. A propos de la vie privée il reconnaît que : « la femme aussi est une personne ». Par une position en faveur du droit de vote des femmes dont la masse représente une sorte de « prolétariat spirituel », il les invite à conquérir l'espace public. En le faisant au nom du « miracle d'amour qui siège dans la femme », Il adopte une approche essentialiste tout en se questionnant sur la distinction entre le naturel et le construit. Pour Emmanuel Mounier, c'est l'ignorance qui limite la femme à l'enfantement et à la maternité. Au nom d'un appel à la transcendance de la personne il invite à dépasser ces données, il questionne la référence à la nature, il propose d'expérimenter ce que les sociologues nomment depuis de nouveaux « rapports sociaux de sexe », il semble poser ainsi les questions majeures qui deviendront celles d'une approche de genre.

Henri Desroche, convaincu que tout acteur social est détenteur de savoir, va mettre au point une « conduite » maïeutique reliant des « personnes-ressources » et des « personnes-projets ». L'émergence et la valorisation des savoirs expérientiels ainsi facilitées vont permettre à des exclus ou des oubliés des savoirs académiques de gagner en « émancipation ». Emancipation, maître mot de Jeanne Deroin, dont il rappellera en 1983 dans *Solidarités ouvrières* la figure emblématique de militante féministe qui élargira ses préoccupations à toutes les formes d'injustice et d'inégalité.

Henri Desroche offrira au cours des années 80 un espace d'expression et d'action aux femmes collectivement actrices de développement : Université populaire féminine internationale, Université Coopérative Internationale portant sur « Femmes, coopératives et développements », « Femmes entreprises et développements » ou encore « L'économie sociale au féminin ». Y sont présentés des parcours, des discours et des pratiques où se croisent les dimensions historiques et culturelles (histoire du mouvement coopératif, enquête du BIT, initiatives) mais aussi les dimensions individuelle et collective d'expériences de femme (cahiers Fémin'ères).

A partir des apports d'Emmanuel Mounier et d'Henri Desroche, nous examinerons leur actualité au regard d'une approche des rôles féminins ou masculins et des pratiques de développement.

L'approche « Femmes et développement » a fait place à celle de « Genre et développement » ; de plus en plus adoptée par les politiques publiques, les ONG et les agences de développement, elle conduit à cesser de traiter les femmes isolément mais dans leurs rapports avec les hommes et non plus comme de simples bénéficiaires mais comme des actrices de développement.

La mise en débat du concept genre et de l'approche de genre dans les manuels scolaires, les écarts entre discours égalitaires et pratiques sociales, tout autant que les programmes portant sur l'approche genre et les activités économiques des femmes en Afrique notamment mettent en lumière la toujours actualité tant d'Emmanuel Mounier que d'Henri Desroche.

USCLAT, Pierre / LIRDEF, Université de Montpellier 2 : « De Habermas à Mounier : l'émergence de la personne au travers de la pratique innovante de la Discussion à Visée Philosophique (DVP) à l'école primaire »

Dans la droite ligne du titre de ce colloque, l'intention de cette communication est de montrer que la pensée d'Emmanuel Mounier possède une vive acuité dans la situation sclérosante que traverse l'école aujourd'hui. Vive acuité que nous enracinerons dans les fondements habermassiens de la pratique scolaire innovante de la Discussion à Visée Philosophique (DVP). Pour ce faire, nous aborderons cette

émergence comme un tournant communicationnel, et délibératif, en regard de la mainmise instrumentale développée dans les pratiques pédagogiques par la prééminence de la raison orientée vers le succès et obéissant au seul impératif du résultat.

Aussi, pour accréditer la performativité et l'actualité de la pensée d'Emmanuel Mounier, nous inscrirons cette communication dans un champ qui est celui de l'éducation, situé au creuset de l'économie quand celle-ci est coordination d'un ensemble par l'organisation des relations de ses éléments. A ce titre, nous cheminerons de l'oubli de l'autonomie à faire acquérir aux élèves à la promotion de la liberté, voire même de l'émancipation, de ces derniers. Tout autant, nous établirons que le passage de l'un à l'autre trouve une réalisation dans la pratique de la DVP qui fait toute sa place à l'élève comme personne. C'est pourquoi nous inscrirons cette communication dans le deuxième thème du colloque, à savoir « La personne, la création et le collectif ».

Les points forts de cette communication seront que nous convoquerons, à titre d'analyse de la domestication actuelle des pratiques pédagogiques, la prépondérance des logiques de système appuyée par la dimension stratégique de la raison telle que développée par Habermas. A partir de cela nous établirons que les acteurs engagés dans la situation pédagogique en viennent à n'avoir comme statut que celui que leur autorise ce versant stratégique des interactions, c'est-à-dire celui de « *membres d'un tout* (Haber, 2001, p. 142) », et donc d'instruments et d'objets les uns pour les autres.

Dans le même temps nous rappellerons que Habermas n'a eu de cesse de défendre l'espoir en la raison, eu égard à la colonisation qu'elle subit, et qu'il en a rétabli la dimension communicationnelle. Dimension voulant, *in fine*, que d'objets instrumentalisés les acteurs d'une interaction en viennent à être pensés avant toute chose comme des *alter ego*.

C'est à ce moment là que nous établirons que nous pouvons trouver trace de ce renouveau communicationnel impulsé par Habermas dans l'expérience pédagogique de la DVP. Et ce tout simplement parce que la DVP, dans ce qui la constitue en propre (la communauté de recherche, l'éthique communicationnelle, l'exigence réflexive et l'engagement dans le monde), rencontre les éléments centraux du tournant communicationnel habermassien (la pragmatique universelle, la situation idéale de parole, l'argumentation et l'agir communicationnel). Mais c'est surtout en cela même que cette expérience nous apparaîtra instaurer un climat d'échange et d'élaboration touchant et convoquant l'existence de la personne telle que la comprend Mounier et ce en raison du fait que, vis-à-vis des élèves, elle œuvre à la réalisation de leur vocation que ce penseur nous présente comme « principe vivant et créateur (Mounier, 1936, p. 42) ». De la sorte, ce que cette communication arrivera à établir c'est que cette innovation relève le déficit du réquisit pédagogique énoncé par Mounier. A savoir « assurer d'abord aux personnes en formation la zone d'isolement, de protection, de jeu et de loisir qui leur permettra de reconnaître en pleine liberté spirituelle cette vocation; ensuite de les aider sans contrainte à se dégager des conformismes et des erreurs d'aiguillage (Mounier, 1936, p. 42) ». La DVP nous apparaîtra alors être un lieu d'appel et d'accueil des réponses articulés l'un à l'autre par la liberté, et cette communication en arrivera dès lors à ce que c'est bien l'approche de la personne comme « liberté responsable (Mounier, 2001, p. 5) » qui se construit en son sein.

Mots clés :

Pédagogie, raison stratégique, raison communicationnelle, discussion à visée philosophique, personne

Bibliographie

HABER Stéphane. *Jürgen Habermas, une introduction*. Paris : Pocket, 2001.

HABERMAS Jürgen. *Théorie de l'agir communicationnel tome 1 : Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. Paris : Fayard, 1987 a

HABERMAS Jürgen. *Théorie de l'agir communicationnel tome 2 : Pour une critique de la raison fonctionnaliste*. Paris : Fayard, 1987 b.

MOUNIER, Emmanuel. *Le personnalisme*. Paris : PUF, 2001.

MOUNIER, Emmanuel. *Manifeste au service du personnalisme*. Chicoutimi (Canada) : Université du Québec, 2003.

SOËTARD Michel. *Qu'est-ce que la pédagogie ? : Le pédagogue au risque de la philosophie*. Issy-les-Moulineaux : ESF, 2001.

TOZZI Michel. *Nouvelles pratiques philosophiques en classe. Enjeux et démarches*. Rennes : CRDP de Bretagne, 2002.

VANDERNOTTE, Christophe / Université Paris III- Sorbonne nouvelle : « *Faire de la recherche-action un levier de transformation du monde. Une utopie concrète dans le sillage de Lebreton et Desroche* »

En 1941, L.J. Lebreton fonde *Economie et Humanisme*, dont l'intitulé, soixante-dix ans plus tard, résonne étonnamment avec le thème de ce colloque. A la tête d'une équipe pluridisciplinaire que Desroche intègre en 1943, Lebreton se donne pour objectif de repenser les fondements de la société et de préparer l'avenir, aussi bien en termes de développement économique que d'accomplissement humain. Son

credo : « ceux qui pourront être à la fois hommes d'action et hommes de science deviendront les sages dont ces temps troublés ont besoin ».

Dès l'origine, on trouve chez Lebret comme chez Desroche un lien indéfectible entre la connaissance et l'action, la formation et l'engagement sur le terrain. Par ailleurs, une même conviction unit Lebret et Desroche : le changement social doit associer les acteurs, quelque soient leur origine, leur culture ou leur niveau d'études.

Si Lebret devient un expert international de l'enquête sociale, Desroche va progressivement se tourner vers la recherche-action qui devient, avec la création du DHEPS et du Collège Coopératif de Paris, une modalité de formation privilégiée pour des adultes expérimentés intégrant un cursus universitaire.

Quelles sont les principales caractéristiques de la recherche-action élaborée par Desroche et quelles finalités lui assigne-t-il, tant sur un plan individuel que collectif ?

Nous reviendrons sur l'héritage de Lebret (notamment l'approche monographique et l'enquête de terrain) mais aussi sur l'influence de l'Ecole Pratiques des Hautes Etudes par l'importance que Desroche accorde à la recherche en sciences sociales et à sa rigueur méthodologique.

Desroche va faire de la recherche-action le fondement du projet coopératif et d'une économie sociale et solidaire qui pose au même niveau développement humain et viabilité économique.

L'accent mis par Desroche à la fin de sa vie sur la dynamique maïeutique traduit l'importance pour lui de la créativité individuelle et collective que la recherche-action suscite, faisant d'elle un puissant vecteur d'innovation et de changement social.

Nous concluons en envisageant, exemples à l'appui, les modes de contribution possibles de la recherche-action à l'avènement d'une « économie humaine » fondée sur un développement global et génératrice de nouveaux rapports sociaux.

VENDREDI 22/6/12, 15H, PRESOIR : DISCUSSION GÉNÉRALE.

QUEL PROGRAMME VOULONS-NOUS NOUS DONNER ?

BERTHELOT, Yves / Centre Lebret-IRFED : « Une actualisation de « *Suicide ou survie de l'occident* » : *Suicide ou survie de l'humanité* »

L'ouvrage majeur de L.J. Lebret, *Suicide ou survie de l'occident*, se termine par un chapitre de « Conclusions générales ». À le relire en 2012, on est frappé tour à tour par l'actualité de certaines de ces conclusions, par le caractère encore prémonitoire d'autres et, bien sûr, par les écarts entre les craintes exprimées et les évolutions observées, notamment l'effondrement du bloc de l'Est. La question se pose donc naturellement de savoir ce que Lebret aurait écrit aujourd'hui.

La première question est de savoir s'il aurait gardé le thème de la survie de l'Occident ou choisi celui de la survie de l'humanité. L'actualité des crises du capitalisme et du basculement des pouvoirs en faveur des pays émergents autoriserait à conserver le même titre. Cependant, la perspective de long terme dans laquelle Lebret s'est placé incite à penser qu'il se serait attaché à la survie de l'humanité.

Dans cette perspective, les risques climatiques et environnementaux comme les antagonismes riches pauvres ont toute leur place. La phrase « *La terre s'est érodée, salinisée, latérisée ...* » se serait enrichie de considérations sur le climat et l'épuisement ou, du moins, le renchérissement des énergies fossiles. L'égoïsme et les politiques à courte vue des pays riches, que Lebret souligne et oppose aux revendications de plus en plus affirmées des pays pauvres, basculerait dans la vision d'une révolte des pauvres et des marginalisés, voire des peuples, de tous les pays contre le pouvoir de la finance.

Et l'on retrouve alors l'actualité de la pensée de Lebret qui remet en cause un système basé sur « l'avoir et le posséder » plus que sur la recherche du bien commun et de la satisfaction des besoins de tous. Ce système a conquis le monde, triste victoire de l'Occident, comme le constate Lebret « *La réussite des Occidentaux, en ce qui concerne leur propre niveau de vie, a jeté le monde dans l'avidité de l'avoir, beaucoup plus que dans le vouloir « être plus* » ».

Lebret appelait à une « conversion à l'universel » dont l'Occident détiendrait « *encore les germes dans ce que le Christianisme ... lui a apporté ...* ». Sans doute n'aurait-il aucun mal à voir dans les valeurs du christianisme ou dans le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme, tant civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels, le fondement du salut temporel de l'humanité.

Avec ces hypothèses et en m'appuyant sur quelques ouvrages récents, dont ceux d'Edgar Morin, je me propose d'écrire le chapitre de « Conclusions générales » de l'ouvrage qu'aurait écrit Lebret aujourd'hui, *Suicide ou survie de l'humanité*.

